

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2516 - LUNDI 25 JANVIER 2016

RELANCE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Vers la mise en œuvre des réformes structurelles à impact rapide



Dans les profondeurs des mines du cuivre du Katanga

Le gouvernement s'apprête à prendre une série des mesures afin de contrer les effets d'une conjoncture internationale difficile due, entre autres, au ralentissement de l'économie mondiale et à la baisse des cours des principaux produits de base exportés par la RDC tels que le cuivre et le pétrole. L'option a été levée lors du conseil des ministres du 22 janvier 2016 présidé par le président de la République, Joseph Kabila Kabange. Les mesures proposées s'articulent sur trois axes, à savoir l'augmentation des ressources financières, l'amélioration de la qualité de la dépense et la mise en œuvre des réformes structurelles à impact rapide.

Ces mesures sont destinées à durer pendant une période de temps suffisante pour une consolidation de la stabilité économique du pays pendant laquelle elles seront de stricte application avant que ne soit envisagée toute relaxe.

Page 13

DIALOGUE NATIONAL

Le MLC explique à Edem Kodjo son refus de participer au dialogue

Les échanges du 21 janvier entre l'émissaire de l'Union africaine (UA) et ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo et la délégation du Mouvement de libération du Congo (MLC) conduite par la secrétaire générale de cette formation politique, la députée Eve Bazaïba, ont tourné essentiellement autour de la tenue ou non du dialogue politique en RDC avant les élections de 2016.

Le MLC a réitéré à l'émissaire de l'UA, son refus de participer à un tel dialogue qui risque de donner lieu à un report des élections présidentielle et législatives, ouvrant ainsi la voie à une violation de la Constitution. Le véritable dialogue, selon ce parti, est celui qui devrait s'engager autour de la centrale électorale, entre les partis politiques de la majorité et ceux de l'opposition sur le processus électoral et dans un souci permanent de respect de l'ordre constitutionnel actuel.

Page 13



Ève Bazaïba

SELEMBAO

La commune sensibilisée sur la campagne « J'aime mon pays »

Depuis son lancement officiel, la campagne « J'aime mon pays la RDC, je soutiens le dialogue » gagne les différentes communes de la ville de Kinshasa. Le comité stratégique de cette campagne qui se veut apolitique s'est rendu le 22 janvier à Kitokimosi, un quartier de la commune de Selembao. L'objectif était de sensibiliser ses habitants sur le bien-fondé du dialogue national, cadre de concertation où sont invitées toutes les forces vives de la nation.

« Le Congo a besoin de vous, n'attendez pas que les politiciens décident à votre place ou vous entraînent dans la rue. Le dialogue est pour la paix », a déclaré en substance le président du comité stratégique, Félix Kabange Numbi, devant de nombreux jeunes venus l'écouter et qui ont adhéré massivement à l'initiative.

Page 14

VERNISSAGE À BRUXELLES

« Notre Congo/Onze Kongo », la propagande coloniale belge dévoilée

L'exposition se tient du 23 janvier au 13 février au centre culturel Escale du Nord d'Anderslecht dans le cadre du festival « Devoir de Mémoire - colonisation belge du Congo, entre hier et aujourd'hui ». Plusieurs activités sont organisées autour de l'événement, notamment une visite guidée et commentée

de l'exposition prévue pour les 9 et 12 février.

L'exposition « Notre Congo/Onze Kongo, la propagande coloniale belge dévoilée », explique-t-on, présente une série de documents iconographiques et audio-visuels datant de la période coloniale belgo-congolaise. Elle a été

initiée par l'ONG Coopération, Éducation et Culture. À travers l'image et le son, cette structure propose de comprendre comment les différents canaux de propagande ont autrefois fonctionné pour justifier l'entreprise coloniale.

Page 13

ÉDITORIAL

Préparation

Un tel rappel agacera certainement les services de l'État qui ont pour mission de faire en sorte que l'élection présidentielle, dont le premier tour est fixé au 20 mars prochain, soit exemplaire sur le plan de l'organisation. Et pourtant il convient de le faire car l'enjeu du scrutin est primordial.

Au-delà, en effet, de la personnalité qui sera élue et surtout si Denis Sassou N'Gusso brigue un nouveau mandat, ce qui est en jeu dans cette affaire n'est pas autre chose que la crédibilité du système démocratique que nous venons de réformer en instaurant une nouvelle République. Si, par malheur, des dysfonctionnements en série venaient à entacher la tenue du scrutin, l'image de notre jeune démocratie serait fortement dégradée et l'on peut être certain que les détracteurs du Congo déclencheront une campagne de dénigrement sans précédent.

De la tenue des listes électorales à l'organisation matérielle du scrutin, en passant par la fabrication des bulletins de vote et des multiples documents administratifs qui garantissent la régularité de l'élection, en passant aussi par la mise en place des bureaux de vote, par la sécurisation de l'accès à ces mêmes lieux, par l'organisation d'un processus fiable de dépouillement des bulletins la liste est longue, très longue, des actions qui devront être menées au cours des huit prochaines semaines si l'on veut que les observateurs nationaux et internationaux concluent à la régularité de l'opération. Trop souvent, dans le passé, le doute a pesé sur ce genre de consultation nationale pour que nous courions le risque de commettre la moindre erreur dans ce domaine stratégique entre tous.

Le Congo dispose aujourd'hui de tous les moyens techniques nécessaires pour que les électeurs soient en mesure de voter en étant certains que leur choix sera effectivement pris en considération. Il suffit, par conséquent, de mobiliser à temps ces moyens au lieu d'attendre le dernier moment comme cela s'est trop souvent produit dans le passé. Quitte à se répéter disons que nous n'avons pas droit, cette fois, à l'erreur.

Les Dépêches de Brazzaville

DIPLOMATIE

Stéphanie Sanders Sullivan réaffirme les bonnes relations entre les États-Unis et le Congo

L'ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Congo, Stéphanie Sanders Sullivan a eu un entretien d'une heure, le 22 janvier avec l'épouse du chef de l'État, Antoinette Sassou N'Gusso, à l'issue duquel elle a appelé à ne pas se fier aux rumeurs et l'intox.

La diplomate américaine a rapporté qu'au cours de cet échange avec Antoinette Sassou N'Gusso, elle lui a tout d'abord parlé un peu du début de sa carrière politique et de la manière dont elle avait été nommée comme ambassadeur. Ensuite, les deux personnages ont évoqué l'importance, le rôle et la responsabilité des médias parce que, ces derniers temps, a-t-elle dit, « il y a eu beaucoup d'intox ».

« On entend souvent dire que, l'ambassadeur des États-Unis a fait ceci ou cela, raison pour laquelle j'ai profité de cette occasion pour dire que les États-Unis appuient l'amélioration de la gouvernance électorale, et qu'ils s'attendent à une nouvelle république, une nouvelle gouvernance électorale, l'application et le respect des droits de l'Homme, y compris la présomption d'innocence par exemple. Nous avons notre politique et nous estimons que pour la bonne santé d'un pays démocratique, l'alternance est conseillée », a précisé l'ambassadeur des États-Unis.

« Avant et après le référendum, il y a eu beaucoup d'intox. Or, il fallait chercher à connaître ce qui se passe réellement, et de ne pas écouter ce qui se dit dans les médias. Mais ce que je re-



Poignée de main entre Antoinette Sassou N'Gusso et Stéphanie Sanders Sullivan. Crédit photo adiac

tiens c'est que, nos relations sont au beau fixe et on continue... », a-t-elle ajouté.

S'agissant de l'élection présidentielle du 20 mars qui pointe à l'horizon, l'ambassadeur des États-Unis a relevé son importance, et a invité les citoyens à accomplir leur devoir civique, à se faire recenser, à participer au vote et à s'informer pour « éviter d'être détournés par l'intox. »

« Nous trouverons d'autres moyens pour accompagner le gouvernement dans l'amélioration de la gouvernance électorale, comme l'a souligné le président de la République à la cérémonie de présentation des vœux

du Nouvel An », a indiqué, Stéphanie Sanders Sullivan.

Par ailleurs, l'ambassadeur des États-Unis a également fait part d'un certain nombre de projets à mettre en œuvre sur la participation civique aux élections, à travers des sketches, le théâtre et des chansons interprétées en trois langues, dont l'une des copies a été remise à l'épouse du chef de l'État.

Signalons que Stéphanie S. Sullivan est arrivée au Congo en septembre 2013, et elle a présenté ses lettres de créance au Président de la République Denis Sassou - N'Gusso, le 26 novembre 2013.

Yvette Reine Nzaba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominiq N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzo-
ukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 2016

Le PCT Brazzaville réunit plus de 46 millions de FCFA pour la candidature de Denis Sassou N'Guesso

Les membres du Conseil fédéral du Parti congolais du travail du département de Brazzaville ont collecté cette somme à l'issue de la session extraordinaire tenue à Brazzaville le 21 janvier. Au cours de celle-ci, ils ont également fait le point de « l'opération gagnons avec le peuple », initiée récemment par ce principal parti de la majorité.

« La contribution du PCT-Brazzaville, pour le soutien de la candidature de Denis Sassou N'Guesso, président du PCT est de 46.154.150 f CFA », a notamment souligné le communiqué final lu à cette occasion.

Cette somme est le résultat des efforts fournis par les neuf comités d'arrondissement de la commune de Brazzaville ainsi que le district de l'île Mbamou. Outre cette collecte, le Conseil fédéral a examiné le point relatif à la sensibilisation des militants sur l'opération de révision des listes électorales.

À cet effet, le président de la fédération de Brazzaville, Gabriel Ondongo, a mis l'accent sur l'importance de cette opération à l'approche de l'élection présidentielle du 20 mars 2016. Il a enjoint les membres du Conseil fédéral et les responsables des organes de base, à mobiliser les militants non-inscrits sur les listes et ceux qui ont l'âge de voter, de se rendre dans les centres d'enrôlement.

Il a également demandé à tous les militants en manque de pièces

d'identité de se les procurer dans les brefs délais. Emboitant le pas à cette initiative, les femmes de l'OFC, réunies en session extraordinaire du Conseil fédéral le 22 janvier au Palais des congrès de Brazzaville sous la direction de la secrétaire permanente du bureau politique du PCT, chargée de la promotion de la femme, Esther Ahissou Gayama, ont à leur tour collecté la somme de 2 millions 32.600 F CFA pour la même cause.

Elles ont par la même occasion adopté et publié une motion de soutien au président du Comité central du Parti congolais du travail, Denis Sassou N'Guesso, dans laquelle elles lui ont demandé de vive voix à faire acte de candidature à la prochaine élection présidentielle.

Le RDD promet de soutenir le candidat du PCT

À l'issue d'une séance de travail organisée le 22 janvier, à Brazzaville, entre la délégation du Parti congolais du travail (PCT) et celle du Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD), le secrétaire général du RDD, Emile Opangault a indiqué, à la presse, que son parti est prêt à soutenir le candidat du PCT sur la base des accords de partenariat qui lient leurs deux formations politiques.

Interrogé par la presse sur la levée de la suspension de participation du RDD aux activités de la majorité présidentielle, Emile

Opangault a expliqué que « les instances supérieures de notre parti se prononceront prochainement sur la question. Entre temps, nous travaillons déjà dans ce sens avec notre partenaire le PCT ».

A la question de savoir si les accords de partenariat entre le PCT et le RDD sont toujours au beau fixe, Emile Opangault a répondu : « Il y a eu un moment de froid entre les deux partis. La fois passée, nous nous sommes vus pour déceler les causes réelles de cette situation, afin de pouvoir relancer notre partenariat. Nous n'avons jamais déclaré caducs nos accords de partenariat avec le PCT. Les deux partis politiques reconnaissent ce qui a été à l'origine de leur brouille. Il est donc temps de corriger ces faiblesses pour mieux avancer ».

Le secrétaire général du RDD a déclaré, en outre, qu'à l'approche d'une élection politique majeure qu'est le scrutin présidentiel, il importe de remettre en forme notre partenariat, en vue d'affronter, en rangs serrés, cette échéance électorale.

Île Mbamou : mobilisation autour de Denis Sassou N'Guesso

À l'initiative du député, André Nianga Elenga, les populations des dix-huit villages du district de l'île Mbamou ont participé, le 21 janvier à Lissanga, à une

quête populaire pour soutenir la candidature du président sortant, Denis Sassou N'Guesso, à l'élection présidentielle du 20 mars prochain.

Dès l'entame de cette cérémonie, un seul message a été rendu officiel par Ardyles Bokongo, propagandiste des organisations de la société civile : l'appel à candidature du Chef de l'Etat.

Devant un public de plusieurs milliers d'habitants, des arguments liés à la modernisation du pays, le maintien du climat de paix et autres, ont été évoqués pour expliquer cet appel.

Beaucoup d'enthousiasme

Dans l'euphorie et la liesse, la collecte des fonds a débuté, peu avant midi pour se terminer plus tard dans l'après-midi, dans une ambiance agrémentée par les musiques folkloriques, tradi-modernes et des chants de gloire en faveur de leur potentiel candidat. Notons que dans cette île, les populations ne vivent que des activités artisanales, des travaux champêtres, du jardinage et des petits métiers.

Malgré la modicité de leurs moyens financiers, les couches sociales de l'île Mbamou constituées en majorité des pêcheurs, agriculteurs, associations des vendeuses, des piroguiers, des jardiniers, des jeunes, des footballeurs ont aussi apporté de leur contribution.

De même, les individualités ont été aussi mobilisés pour cette

quête. On a ainsi constaté l'engouement des personnes du troisième âge, chefs de quartiers, chefs de terres et villages qui ont déboursé des sous de leurs poches pour soutenir Denis Sassou N'Guesso. Tout compte fait, la somme d'un million 904 mille a pu être collectée dans le district de l'île Mbamou pour soutenir la candidature du président sortant. Au terme de la cérémonie, les fonds récoltés ont été remis au député André Nianga Elenga pour l'acheminer à qui de droit. Celui-ci, a, à cette occasion félicité les populations ainsi que les regroupements associatives pour leur geste qualifié de grande portée nationale.

« Le résultat de votre collecte va soutenir le camarade Denis Sassou N'Guesso. Vous lui avez demandé de faire acte de candidature, solennellement je vais lui transmettre cette déclaration. Merci, je pense que vous avez fait preuve de maturité », a déclaré André Nianga Elenga. Rappelons que l'île Mbamou a été érigée en district, il y a moins de cinq ans. Sur le plan administratif, elle est affiliée à la préfecture de Brazzaville. Son chef-lieu est Lissanga qui compte environ trois mille habitants, alors que tout le district en compte environ treize mille.

Roger Ngombé,
Jean Jacques Koumba et
Fortuné Ibara

LE FAIT DU JOUR

S'achemine-t-on vers un plébiscite pour DSN ?

Avant même qu'il n'annonce sa candidature Denis Sassou N'Guesso, postulant probable de la majorité à la présidentielle du 20 mars, voit déferler vers lui des soutiens de plusieurs associations politiques et de la société civile. Des quatre coins du Congo ces dernières l'invitent à se présenter et, cerise sur le gâteau, elles bonifient leurs appels de collectes de fonds dont les montants, une fois rassemblés, pourraient de loin dépasser la caution de 25 millions FCFA exigée à chaque candidat.

S'il se prononce favorablement, DSN pourrait mobiliser au-delà des formations politiques qui lui sont acquises dans le cadre de sa majorité. On s'attend visiblement à ce qu'à l'ouverture de la campagne électorale, début mars, les places publiques des grandes villes du Congo témoignent de l'ampleur de ce soutien, à travers affiches, pancartes et calicots déployés en l'honneur du candidat le plus en vue. Ceci dit, la vraie bataille que les partisans de DSN devront gagner sera celle de transformer le scrutin présidentiel du 20 mars en un plébiscite. La frénésie avec laquelle les forces qui lui demandent de se présenter s'expriment autorise de penser à un tel aboutissement, mais ce préjugé favorable ne se raffermira qu'à l'appui d'une parfaite organisation de l'équipe de campagne du candidat.

En effet, inonder les journaux, les chaînes de télévision et de radio de messages de soutien au candidat que l'on dit porter dans son cœur n'a rien de délictueux. Mais, dans le contexte actuel, il est difficile de parler du caractère uniquement spontané des appels du pied lancés au président Denis Sassou N'Guesso. Il est vraisemblable qu'il s'agit entre autres, de positions émanant d'entités structurées, qu'importe si certaines sont nées dans le moment présent où les enjeux du passage de l'ancienne à la nouvelle République sont importants. Par-delà les discours, la question que l'on est en droit de se poser est de savoir si toutes ces associations qui s'activent dans les quartiers ont pris soin d'instruire leurs militants sur la nécessité de prendre part aux opérations de révision des listes électorales programmées du 15 janvier au 15 février prochain.

De la même manière que les initiateurs des collectes de fonds se mobilisent dans les quartiers de Brazzaville et à l'intérieur du pays en faveur de Denis Sassou N'Guesso, on aimerait voir leurs partisans prendre d'assaut les bureaux de vote le jour-J pour matérialiser leur volonté de consolider la démocratie au Congo. On aimerait aussi que les autres candidats s'investissent à leur tour pour montrer qu'ils ont fait le choix de l'accession au pouvoir par le seul biais des urnes. Car très souvent, au nom de leur appar-

tenance à tel ou tel mouvement soutenant tel ou tel candidat, les organisations qui naissent dans le sillage des campagnes électorales limitent leur action à la seule présence dans les meetings et les carnivals électoraux. Le jour du scrutin, les chemins menant aux bureaux de vote sont tristement déserts que l'on se demande si les Congolais ne veulent pas d'une chose et de son contraire.

Ceci pour rappeler que les soutiens à la candidature de DSN qui se multiplient ne s'accompagnent pas toujours de la mobilisation des potentiels électeurs pour qu'ils vérifient s'ils sont inscrits sur les listes électorales et pourront, le moment venu, remplir leur devoir civique. En période électorale, le travail des partis et associations est aussi d'amener les femmes et les hommes en âge de voter à exprimer leur préférence pour le candidat de leur choix.

Il est vrai que cette fois, comme lors de la présidentielle de 2009, des ralliements à la candidature de Denis Sassou N'Guesso lui créditent de bonnes intentions. Rien n'est joué, rien n'est gagné pour l'instant, mais cela risque d'être court pour ses concurrents si la dynamique observée sur le terrain aujourd'hui en faveur du président sortant se transforme en un grand engouement pour les urnes, le 20 mars prochain.

Gankama N'Siah

GOUVERNANCE

African global initiative (AGI) entend appuyer les politiques publiques

L'association African global initiative qui a effectué sa première sortie publique le 23 janvier à Brazzaville entend désormais appuyer, par des réflexions et études stratégiques, les projets publics au Congo.

Au cours d'une cérémonie organisée dans un hôtel de la capitale, le président et les principaux responsables de l'AGI ont décliné la philosophie de cette organisation non gouvernementale à caractère économique et socioculturel. Elle est inspirée du modèle des Think-Tank (réservoir de pensées ou laboratoire d'idées) plus connus dans le monde anglophone. Emmanuel Kamba qui préside ce groupe de cadres retenus pour leur expertise a indiqué que l'AGI proposera des études stratégiques, des analyses, des conseils et des plans d'actions opérationnels au profit de l'État, des pays de la Cemac et de la CEEAC, ainsi que d'autres communautés régionales.

« Aujourd'hui tout le monde parle de la baisse des prix du pétrole. Mais, il ne faut pas qu'on s'arrête là. Il faut réagir pour trouver des alternatives, proposer un modèle économi-

que qui permette au pays d'être de plus en plus indépendant d'une ressource aussi fluctuante que le pétrole », a étayé cet économiste et expert en systèmes financiers.

Dans la pratique, l'AGI prévoit d'étudier les questions de politiques sectorielles et de proposer

et d'évaluation des politiques publiques et concevoir des solutions innovantes à partir des idées, des expertises et des plateformes d'échange technique.

L'association African global initiative qui a été créée au terme d'une assemblée générale constitutive, le 18 avril 2015, s'intéresse



Emmanuel Kamba entouré de deux responsables de l'AGI

des recommandations aux décideurs ; faire circuler les idées par des conférences, ateliers de travail et autres formats d'informations et de formation ; offrir des services d'analyse, de conception

à des secteurs d'activité variés tels la finance, la monnaie, la technologie, l'énergie, l'industrie, l'agriculture, l'élevage, la pêche, le tourisme, etc.

Thierry Nounou

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DOUANE

La CEEAC réunie au Gabon

Habituellement organisée à l'échelle nationale, la Journée internationale de la douane réunira pour la première fois, ce 26 janvier à Libreville au Gabon, tous les pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

Célébré sur le thème « La douane numérique pour un engagement progressif », cet événement sera l'occasion pour les administrations douanières membres de la CEEAC, de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

Outre le thème principal, les participants suivront une projection sur les activités de la douane gabonaise notamment l'intégration du drone dans ses opérations de surveillance.

La République du Congo présentera, quant à elle, un exposé sur son guichet unique puis l'informatisation de son service du Contentieux. La République démocratique du Congo fera également une présentation sur son administration.

Prélude à cette célébration, la douane gabonaise invitera ses hôtes, la matinée du 25 janvier, en la paroisse Saint-Pierre au centre-ville, pour une messe d'actions de grâce. L'après-midi par contre sera consacré au don de sang. Avant de regagner leurs pays respectifs le 28 janvier, tous les participants visiteront la zone économique de Nkok, située au nord du pays.

Loepelle Mboussa Gassia

APPEL À CANDIDATURES

RESPONSABLE COMMERCIAL

Une société financière filiale d'un grand groupe de Banque-Assurances recherche à Pointe-Noire, une personne H/F pouvant remplir la fonction de Responsable commercial.

Le Responsable commercial H/F est rattaché au Directeur Général.

Il/Elle aura pour mission générale de :

- Piloter et coordonner les réponses aux appels à candidature et aux appels d'offre ;
- Participer au développement du chiffre d'affaires de la société ;
- Piloter et gérer un portefeuille d'offres ;
- Contribuer à l'animation de la communication commerciale ;
- Contribuer à l'enrichissement de la base de données commerciale
- Participer aux rencontres clients.

Vos activités principales seront les suivantes :

- Participer à l'élaboration et au suivi de la stratégie commerciale de la compagnie
- Préparer les dossiers de réponses aux appels à candidature et aux appels d'offre et piloter les revues de dossier de candidature et d'offre avec les entités concernées (répartition des rôles, gestion des coûts, risques, délais, qualité).
- Formuler et mettre en place, le plan stratégique permettant d'atteindre les objectifs fixés.
- Préparer et présenter les prévisions commerciales et marketing et obtenir leur agrément dans le plan stratégique annuel.
- Fixer des objectifs individuels à aux équipes de la force de vente selon les objectifs globaux.
- Surveiller les performances par rapport aux objectifs globaux et y apporter des actions correctives impliquant le coaching, les formations, des réunions hebdomadaires en vue d'atteindre les objectifs escomptés.
- Evaluer l'équipe commerciale en fonction des objectifs fixés et du profil et renouveler la force de vente en conséquence.
- Mettre en application une politique d'animation et de motivation et la conduire de manière efficiente par l'exemple et par l'esprit de réussite.
- Développer les techniques individuelles de vente par la surveillance des performances sur le terrain.
- Revue des plaintes et résolutions des problèmes posés. Assurer la mise à jour des services offerts.
- Organiser et gérer des commerciaux de niveau élevé pour assurer la vente des

produits, selon des stratégies et directives organisationnelles bien établies.

• Procurer un support de vente adéquat et assurer la mise en place d'une administration commerciale en fonction des besoins et procédures communiquées.

PROFIL RECHERCHE

- Niveau de formation BAC+3/4 en Gestion commerciale et marketing ou tout diplôme équivalent en Gestion ou Management des entreprises, est également susceptible de répondre au profil recherché.
- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un poste similaire.
- Très bonne maîtrise du français, écrit et oral, exigée.
- Avoir des compétences avérées en communication, relation interpersonnelle et négociation.
- Curiosité, autonomie, esprit critique et d'équipe, goût du travail en équipe pluridisciplinaire.
- Maîtrise des outils informatiques et des progiciels courants.
- Pratique courante de l'anglais utile.

CANDIDATURES

- Les dossiers de candidature devront comprendre :
 - Une lettre de motivation d'une page maximum ;
 - Un CV détaillé avec une photographie récente ;
 - Une copie de vos diplômes ;
 - Une copie des certificats de travail ou attestation de l'employeur (uniquement pour les expériences professionnelles supérieures à 6 mois) ainsi que leurs coordonnées (adresse, email, téléphone).
- Date limite de candidature : 25 février 2016
- Les dossiers de candidature doivent être adressés par courriel à : recrutementrespcom2016@gmail.com

NB :

- Les candidatures reçues après le 25 février 2016 ne seront pas traitées, de même que les dossiers qui seront incomplets.
- Une présélection sera établie sur la base des dossiers de candidature reçus. Seuls les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s par téléphone en vue des entretiens. L'ensemble des frais de déplacement des candidat(e)s à l'occasion de ces entretiens demeurent à leur charge.

GOUVERNEMENT

Cinq défis à relever en 2016 pour développer les PME

En dépit de l'austérité qui frappe durement l'économie nationale, à cause de la baisse continue des cours de pétrole sur le marché international, le ministère des Petites, moyennes entreprises et de l'artisanat, tient à jouer pleinement son rôle de moteur dans l'économie en 2016. Pour atteindre ce nouvel objectif, le ministère a ciblé quelques actions prioritaires à réaliser parmi lesquelles l'organisation des premières assises nationales de l'entreprise congolaise.

Ce canevas de travail a été déroulé par la ministre de tutelle, Yvonne Adélaïde Mougany, à l'occasion des échanges de vœux avec ses administrés, organisés le 23 janvier. Il est une série de fermes orientations devant faciliter l'action de l'année 2016, en tenant compte des enjeux économiques actuels.

Pour cette nouvelle année, le ministère a retenu en ligne de mire, entre autres, l'organisation imminente de la première édition des Assises nationales de l'entreprise congolaise. De même il sera tenu une session inaugurale du Conseil national de l'artisanat ainsi que le lancement de l'Initiative pour la solidarité et l'autonomie de l'artisanat congolais (projet ISAAC). « *Le projet Isaac contribuera à garantir quelques ressources supplémentaires fort utiles pour améliorer le sort des administrations et structures sous tutelles qui manquent cruellement de moyens pour s'acquitter convenablement de leurs missions respectives* », précise la ministre des PME, Yvonne Adélaïde Mougany. L'année 2016 sera aussi marquée par l'entrée en exécution du Projet d'appui au climat des investisseurs et à la Gouvernance sectorielle Forêt-bois (PACIGOF). Ce projet compte appuyer le secteur des Très petites entreprises (TPE), Petites et moyennes entreprises (PME), en vue d'améliorer tant soit peu, le climat des affaires au Congo. De même, il sera mis sur pied, courant cette année, le concours du plan d'affaires, dont le but est de détecter les talents et d'accélérer la création des

activités économiques traditionnelles. Des missions précises à remplir pour chaque direction sous tutelle: un jour auparavant, à l'occasion d'une réunion annuelle d'orientation, réunissant le cabinet, les directions générale et départementale ainsi que les antennes, la ministre des PME a donné des orientations plus spécifiques et particulières à chaque direction sous tutelle.

Au total cinq directions sont concernées par cette lettre de mission qui inclut aussi des tâches à faire. Au Centre de formalités des entreprises (CFE) en 2016, la mission essentielle sera la création et la formalisation des entreprises en tenant compte de la réduction des délais et de la simplification des procédures.

A la direction générale des petites et moyennes entreprises (DGPME), Adélaïde Mougany a, dans cette même lettre de mission, exigé l'application scrupuleuse des mesures de promotion et de développement des TPE et PME, contenues dans la loi n°46-2014 du 13 novembre 2014.

En prenant ces dispositions, l'objectif du ministère des PME est de créer des conditions propices au développement du secteur des PME afin de donner un coup de pouce à la diversification de l'économie. A l'occasion de cette cérémonie de présentation de vœux, la ministre des PME a récompensé quelques agents et cadres du ministère qui se sont distingués par le travail. Une manière d'encourager le travail bien fait.

Firmin Oyé

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Les responsables de police africains attendus à Brazzaville

La capitale congolaise abritera du 8 au 10 février prochain, la 23e conférence régionale africaine d'Interpol. Le porte-parole de la police, le colonel Jules Monkala-Tchoumou, l'a annoncé le 23 janvier au cours d'un point de presse animé en présence du directeur général adjoint de la police, le général Albert Ngoto.

La 23e conférence régionale africaine d'Interpol regroupera les hauts responsables de la police et des services chargés de l'application de la loi en Afrique. Il sera, en effet, question d'examiner un certain nombre de sujets liés à la criminalité transnatio-

organismes de police régionaux. Pour le porte-parole de la police, le Congo qui a accueilli avec brio les 11e Jeux africains et le Festival panafricain de musique (Fespam) en 2015 est en mesure de tenir son pari. « *Notre pays s'attèle donc à prendre toutes*

en place des stratégies pour contrer par exemple la montée du terrorisme qui est en train de gagner du terrain », a expliqué Jules Monkala-Tchoumou.

Quant au choix du Congo, il a indiqué que cela s'est fait sur des critères objectifs de paix, de tranquillité et de sécurité. Ainsi, des détails relatifs à l'organisation seront donnés prochainement.

Rappelons qu'Interpol est la plus grande organisation de police internationale du monde, avec 190



Le colonel Jules Monkala-Tchoumou animant le point de presse en présence du général Albert Ngoto (crédit photo Adiac)

nale dont l'importance n'est plus à démontrer. Il s'agit, entre autres, du terrorisme, du trafic des drogues et des migrants, de la cybercriminalité et de la coopération entre Interpol et les

les dispositions pour faire de cet évènement une réussite. Pour ce faire, rien ne sera laissé au hasard. Il y aura des thèmes très importants qui seront abordés afin de mettre

pays membres. Il a pour mission de prévenir et combattre la criminalité à travers le renforcement de la coopération et l'innovation sur les questions de police et de sécurité.

Parfait Wilfried Douniama



IPRC | Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

Formation
Conseil
Assistance Technique

Une Expertise à votre portée

Des formations pour boostez votre carrière ! A Brazzaville et à Pointe-Noire, ci-dessous le programme
 Contactez- nous aux coordonnées suivantes : **Tél. 06 913 81 45 | 06 859 76 20 - Email : inscription@iprc-training.org | gky@iprc-training.org**

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Techniques de négociations des marchés publics	3 jours	20-22 janvier 2016
Négociation commerciale : Les 6 étapes gagnantes	3 jours	18-20 Janvier 2016
Les techniques de vente	3 jours	20-22 janvier 2016
Les fondamentaux du risk management bancaire	4 jours	18-21 janvier 2016
Analyse financière : Perfectionnement	3 jours	18-20 Janvier 2016
Le tableau de bord du service achats	3 jours	20-22 janvier 2016
L'essentiel des sûretés et garanties bancaires	3 jours	20-22 janvier 2016



A Talangäi, Ambiance à gogo !



Ce sont des moments intenses qu'ont vécu les populations de Talangäi, lors du passage de la caravane Airtel Tour dans l'arrondissement 6. Du 11 au 16 Janvier dernier, l'esplanade de l'échangeur s'est vue inondée de monde car tous voulaient bénéficier de la présence des agents et brand ambassadeurs de Airtel.

Pendant près d'une semaine, la caravane Airtel Tour a eu pour principales missions :

- Etre un service clients mobile avec au programme : activation et réactivation gratuite de SIM, la configuration des services Internet et Airtel money, l'activation des forfaits Internet et Masolo, l'amélioration du réseau ...
- Promouvoir la musique et la danse à travers les concours «AIRTEL DJ ATALAKU» et «AIRTEL BATTLE DANCE».



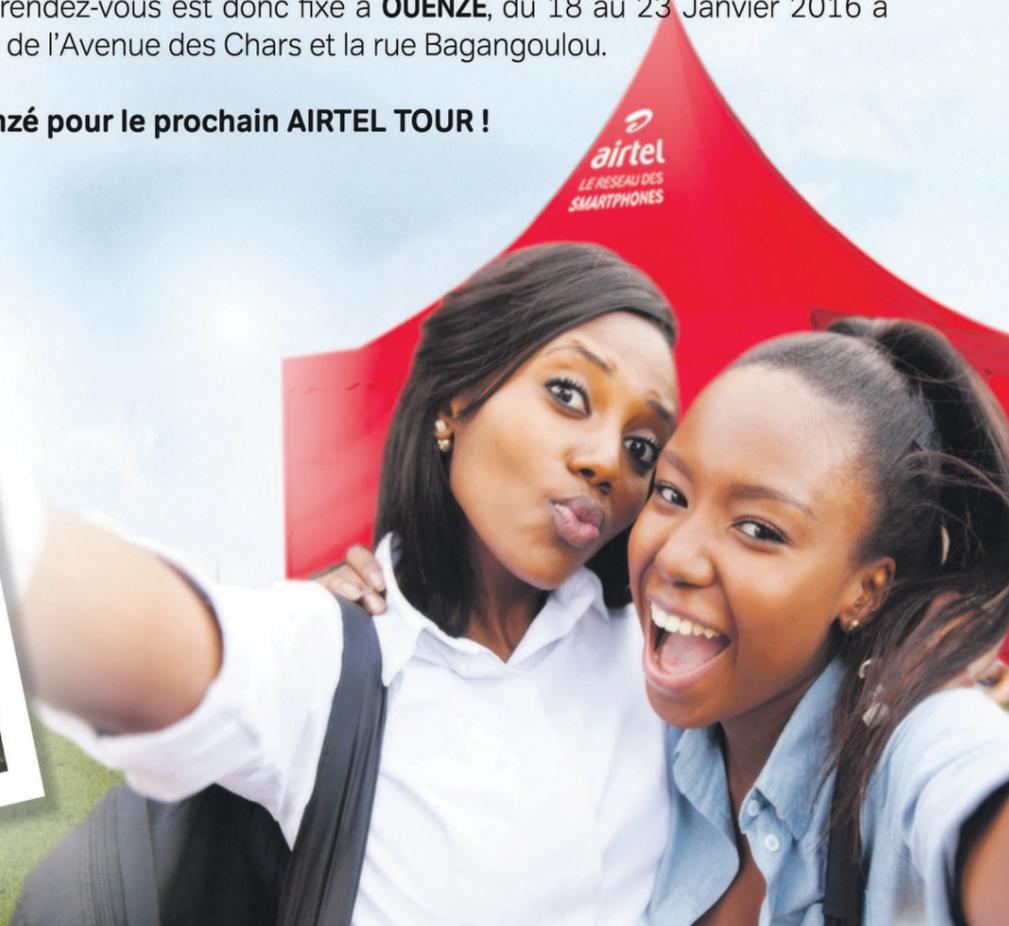
Le Samedi 16 Janvier 2016, une ambiance de folie s'est emparée de l'esplanade de l'échangeur. Le public a répondu massivement à l'appel pour soutenir les artistes locaux. C'est aux alentours de 18h30 que le show a réellement débuté avec au programme : des concours de danse du public, des quizz pour gagner des cartes de recharge... Et enfin les deux grands concours tant attendus : celui de DJ Atalaku et Battle Dance auxquels 5 DJs Atalaku et 4 Groupes de danse enregistrés ont pris part devant un public en liesse.

DJ TCHOKOROB AO et **BAD BOY CITY** ont été retenus pour représenter l'arrondissement 6 Talangäi dans la catégorie DJ Atalaku et Battle Dance. Ils s'ajoutent à la liste des finalistes connus de **MFILOU**, **MADIBOU**, **MAKELEKELE**, **DJIRI**, **BACONGO** et **MOUNGALI** qui tenteront de gagner un million de francs CFA lors de la grande finale inter-arrondissement en février 2016 au palais du parlement.

Comme pour les précédentes finales, la fête a été belle et a connu la présence du maître de cérémonie **SCAPUN**, ainsi que des ambassadeurs d'Airtel Tour **DJ KRATOS**, **MAFIA MUSIC** et **B-12** et de bien d'autres artistes de la dite commune.

Le prochain rendez-vous est donc fixé à **OUENZE**, du 18 au 23 Janvier 2016 à l'intersection de l'Avenue des Chars et la rue Bagangoulou.

Tous à Ouenzé pour le prochain AIRTEL TOUR !



SANTÉ PUBLIQUE

L'opération de déparasitage lancée dans les quartiers 61-62 à Talangai

Le député de la 1^{ère} circonscription de Talangai, Hyacinthe Ingani, a lancé le 23 janvier, l'opération de déparasitage de la population aux quartiers 61-62.

L'opération concerne l'ensemble de la population à l'exception des enfants âgés de moins de trois ans et les femmes enceintes. Elle s'inscrit dans le cadre de l'énergie du partage, de la solidarité de l'ensemble de la communauté de ce quartier.

L'objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des compatriotes, explique le député. Il a administré le produit sous forme de comprimé à des familles de porte à porte. Selon lui, les vers intestinaux sont un véritable problème de santé publique. Ils causent des désagréments importants au niveau des populations avec des manifestations comme : les douleurs abdominales, diarrhées, insomnies et bien d'autres. Chez les enfants, ils présentent des conséquences graves pour leur croissance. « En même temps que nous donnons des conseils à cette population, il est nécessaire de prendre des précautions sur des mesures d'hygiène individuelle, collec-

tive connaissant la fréquence et l'intensité des parasitoses intestinales dans nos quartiers chaque année ».

En ce qui concerne les mesures d'hygiène collective, poursuit-il, près de trois cents familles avaient reçu une somme de 20.000 à 30.000 francs CFA pour acquérir des sanitaires modernes. Ceci en vue d'accompagner le gouvernement dans la construction des toilettes modernes.

Au terme de ses propos, le député a indiqué : « c'est de mon devoir d'être présent de façon permanente de pouvoir soutenir cette population car je sers également de relais dans un sens ou de l'autre ».

Notons que cette opération a été une satisfaction pour les familles de ces quartiers. Claudia Wando, une habitante du quartier, n'a pas caché sa satisfaction : « je bénis d'abord le député qui n'a jamais cessé de venir vers nous depuis 2002 pour cette opération. Le geste qu'il a accompli témoigne son amour et son attachement à cette population. Nous l'accueillons avec beaucoup d'attention car le déparasitage a une très grande importance dans la vie de nos enfants ».

Lydie Gisèle Oko

ACADÉMIE MILITAIRE

Les travaux d'extension s'exécutent normalement

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo et l'ambassadeur de Chine au Congo, Xia Huang, ont visité le 22 janvier, les travaux d'extension et de réhabilitation des infrastructures de l'Académie militaire Marien-Ngouabi.

Ces travaux sont effectués par la société chinoise BRCC et pourront prendre fin en juillet prochain. Au terme de la visite, le ministre a expliqué que le Congo et la Chine avaient signé une convention afin de procéder à l'extension et à la réhabilitation de l'académie militaire Marien-Ngouabi qui aura ses trente ans en août prochain.

« Le chantier fonctionne normalement. Il y a un planning que les deux pays doivent respecter. Le programme s'exécute et tout va pour le mieux. En ce qui concerne les difficultés du projet, elles seront corrigées au fur et à mesure », a indiqué Charles Richard Mondjo. Pour l'Ambassadeur de Chine au Congo Xia Huang, le projet s'exécute dans de bonnes conditions. Dans peu de temps, poursuit-il, l'école présentera un nouveau visage. « La coopération entre



La visite du chantier par Charles Richard Mondjo et Xia Huang/credit-adiac

le Congo et la Chine est sans faille et je ne vois aucune difficulté. Dans la réalisation des travaux publics il peut y avoir des caprices liés aux réalités matérielles ou à l'état physique et non à la volonté chinoise ou congolaise. Avec notre volonté d'être toujours fort, je pense qu'on arrivera à pallier toutes ces difficultés. Je suis optimiste parce que c'est une volonté

commune de force afin de renforcer notre amitié », a conclu l'ambassadeur.

Notons que cette visite a été marquée par deux communications, notamment la présentation du projet d'extension des infrastructures ; la présentation de l'école ; la signature du livre d'or par l'ambassadeur et l'échange de cadeaux entre les deux pays.

L.G.O.



APPEL À CANDIDATURE

ASSISTANT(E) DE GESTION ADMINISTRATIVE (ADMINISTRATIVE ASSISTANT (M/F) AUPRÈS DE LA COORDINATION SOUS-RÉGIONALE DU FSC (FOREST STEWARDSHIP COUNCIL) POUR LE BASSIN DU CONGO

Contexte :

Le Forest Stewardship Council® (FSC) est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif créée pour promouvoir une gestion écologiquement appropriée, socialement bénéfique et économiquement viable des forêts du monde.

Pour renforcer sa présence dans les Pays du Bassin du Congo et l'espace COMIFAC, une coordination sous-régionale du FSC a été établie à Brazzaville en 2013.

Actuellement, la Coordination sous-régionale FSC pour le Bassin du Congo démarre un projet qui vise à renforcer le cadre normatif pour l'identification, la gestion et le suivi des Hautes Valeurs de Conservation (HVC). Dans le cadre de ce projet, et pour appuyer le Directeur de Programme, la Coordination sous-régionale FSC pour le Bassin du Congo cherche un/une Assistant(e) de gestion administrative.

Objectifs et responsabilités du Poste:

Le/La Chargée Administrative, sous la responsabilité du Directeur de Programme FSC pour le Bassin du Congo, assurera le suivi comptable de l'intégralité des activités conduites par le Bureau sous-régional.

- Appuyer le Directeur de Programme FSC Bassin du Congo dans l'encadrement administratif des activités de la Coordination sous-régionale;
- Suivi comptable des activités de la Coordination sous-régionale et des projets en cours (Normes Nationales, Projet HVC...);
- Relations avec l'Administration congolaise;
- Organisation des missions du personnel de la Coordination (visas, billets, réservations d'hôtels);
- Organisation de réunions de travail nationales et internationales (séminaires, séances de travail, Conseil d'Administration...);

- Participation aux activités de Communication du Bureau sous-régional;
- Recherche de partenaires en République du Congo;
- Suivi du Membership des membres francophones FSC du Continent Africain;
- Activités de représentation (avec, sur le moyen-terme, des déplacements envisagés dans la Sous-région en fonction du calendrier des activités).

Reporting formel et fonctionnel : le/la Chargé(e) rapporte directement au Directeur de Programme FSC pour le Bassin du Congo. Il/elle est amené(e) à organiser les missions et les réunions de travail pour l'Agent des Politiques et des Normes et le HCV Officer.

Supervision : pour l'heure, le/la Chargé(e) Administratif/Administrative ne supervise pas d'employés de la Coordination sous-régionale.

Formation, Expérience et Compétences recherchées :

- Niveau Bac+2 (Diplôme d'une école supérieure ou licence universitaire appréciée) en comptabilité, administration voire marketing;
 - Expérience professionnelle appréciée;
 - Expérience de travail dans une Organisation non-gouvernementale appréciée;
 - Expérience dans un contexte international appréciée;
 - Français : usage courant;
 - Anglais : usage courant;
 - Utilisation courante du Pack Microsoft Office (Outlook, Word, Excel, Powerpoint);
 - Talents de Communication : facilité à communiquer avec des partenaires fortement appréciée.
- Modalités et conditions d'emploi:
- Lieu d'affectation : Brazzaville, à la Coordination sous-régionale

Forest Stewardship Council®
FSC® Congo Basin Office

nale du FSC, sise 02 Avenue de la Base (immeuble LCB), 2^{ème} étage à Brazzaville

- Durée du contrat : Contrat à Durée Déterminée de douze (12) mois (possibilité de prolongation après la première année)
- Heures de travail : 40 heures par semaine, du lundi au vendredi.

• Date de démarrage : mars 2016.

Comment candidater ?

Nous vous remercions de bien vouloir envoyer :

- une lettre de motivation (incluant vos attentes salariales mensuelles en Francs CFA);

- un Curriculum Vitae (max. 2 pages) ;

- une copie certifiée conforme de vos diplômes ;

- attestation de travail et/ou lettres d'appréciation.

N'envoyez pas de photos, et assurez-vous de bien vouloir faire mentionner dans l'objet de votre email :

« Poste Chargé(e) Administratif/Administrative FSC Bassin du Congo ».

Date limite de candidature : 28 février 2016

Les entretiens/interviews auront lieu entre le 07 et le 11 mars 2016.

Les dossiers de candidature doivent être déposés au plus tard le 28 Février 2016 et peuvent être envoyés :

- en version électronique à l'adresse mail suivante : m.

schwartzberg@fsc.org; ou

- en version papier a :

Bureau Sous-Régional FSC Bassin du Congo

Immeuble LCB, 2 Avenue de la Base, Angle Bd Denis Sassou

Nguesso, Quartier Batignolles, Brazzaville - République du Congo.

NB : seuls les candidats présélectionnés seront convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

Dans l'attente de la réception de vos candidatures.

DIPLOMATIE

L'ambassadeur Abdelouahab Osmane fait ses adieux au Congo

Arrivé en fin de mandat après 5 ans de service, l'ambassadeur d'Algérie en République du Congo, Abdelouahab Osmane est allé vendredi à la rencontre du ministre congolais des Affaires étrangères, Jean-Claude Gakosso. Un tête-à-tête a permis aux deux personnages d'exalter l'excellence des relations entre Alger et Brazzaville.

Le diplomate algérien qui se dit ému de quitter le Congo, a salué « un peuple qui m'a tant aidé durant mon séjour en République du Congo », a confié à la presse Abdelouahab Osmane. «Après 5 ans et 5 mois de service à Brazzaville, je rentre satisfait. Je laisse un pays en évolution... », a-t-il ajouté, admettant que son plus grand souvenir durant son séjour congolais, a été les onzièmes Jeux africains de Brazzaville. « Ces jeux ont été une grandiose aussi bien sur le plan de spectacles que sur le plan de la mobilisation populaire et des infrastructures », a salué l'ambassadeur sortant.

Les relations diplomatiques entre



Abdelouahab Osmane répondant à la presse Brazzaville et Alger ont été scellées depuis l'époque des indépendances africaines. D'ailleurs, les relations économiques et commerciales entre les deux pays furent un modèle de coopération Sud-Sud dans les années 70 et 80. Plusieurs générations de cadres congolais ont été formées en Algérie, et presque chaque année, le pays offre une cinquantaine de bourses dans de différentes spécialités. « Nous avons évoqué lors de l'entretien, les perspectives de

leur développement au profit des deux peuples », a indiqué le diplomate algérien.

Outre les questions suscitées, les deux pays partagent des points de vue similaires sur certain nombre de questions internationales et régionales. Il s'agit, en effet, de l'épineuse question de la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU dont le sujet a été l'objet d'un mini-sommet à Windhoek (Namibie). Sera donc mis en place un mécanisme de consultations entre les deux ministères des Affaires étrangères afin, a-t-il justifié, de consolider cette tradition de concertation entre les deux diplomates.

À en croire le diplomate Abdelouahab Osmane, une feuille de route claire est tracée entre les deux peuples. « Chaque ambassadeur de notre pays qui viendra travailler à Brazzaville, est appelé à faire appliquer la feuille de route et œuvrer pour la continuité. Mon successeur fera donc en sorte que la feuille de route que nous avions tracées avec la partie congolaise soit respectée », a-t-il conclu.

Fiacre Kombo

SOUDAN DU SUD

Toujours pas de gouvernement d'union nationale

Les garants de l'accord de paix avaient donné jusqu'au 22 janvier au camp de l'ex-vice-président Riek Machar et celui du président Salva Kiir pour former un gouvernement, après l'expiration de plusieurs échéances prévues par le texte sans qu'aucune avancée n'ait été enregistrée. Malheureusement, les belligérants n'ont pas réussi à former un gouvernement d'union nationale à la date butoir.

Et pour toute raison évoquée pour justifier leur refus, les rebelles rejettent la création de nouveaux Etats régionaux par le président Salva Kiir au moment même où les combats se poursuivent dans le pays. Ils ont estimé qu'en quasi triplant unilatéralement le nombre d'Etats régionaux le mois dernier, l'actuel président du Soudan du Sud a compromis un pilier fondamental de l'accord de partage du pouvoir signé en août 2015 pour mettre fin à deux ans de guerre civile.

Réagissant contre cette démarche du pouvoir, le porte-parole de la rébellion, Mabiour Garang, a critiqué le gouvernement, déclarant que les négociations devaient porter unique-

ment sur l'ancien système basé sur 10 Etats et non les 28 actuellement. Malgré cela, il a assuré que les partisans de l'ex-vice-président Riek Machar restaient pleinement « dévoués à la paix », dans l'ensemble du territoire sud-soudanais.

Le 25 décembre dernier, le président Salva Kiir avait nommé les nouveaux gouverneurs de régions. Et mardi, les représentants des rebelles et du gouvernement se sont rencontrés pour la première fois à Juba en vue de former un gouvernement d'union nationale de transition. Malheureusement, la multiplication des régions et la nomination des nouveaux gouverneurs ont provoqué des crispations dans le camp rebelle.

Cette situation intervient alors que les combats entre les deux camps n'ont jamais cessé et les belligérants s'accusent mutuellement de ne pas remplir leurs engagements malgré l'accord de paix du 26 août. Cet accord est en effet censé mettre fin à deux ans d'une terrible guerre civile durant laquelle les rebelles et le régime de Juba se sont livrés à d'innombrables atrocités.

Nestor N'Gampoula

Nouvelle Promotion !

WESTERN UNION WU™
moving money for better

wuafrica.com

Economisez 20% sur les frais d'envoi!

Jusqu'au 31 décembre 2015, envoyez de l'argent par Western Union depuis votre compte Ecobank et vous serez remboursé de 20% des frais d'envoi le lendemain sur votre compte Ecobank.

Renseignez-vous sur le transfert d'argent sur compte dans n'importe quelle agence Ecobank ou sur wuafrica.com

En ligne En agence

Le remboursement de 20% sur les frais d'envoi n'est pas immédiat pendant la transaction. Votre compte sera crédité le lendemain de votre transaction à travers votre banque. Pour plus d'information: renseignez-vous dans votre agence Ecobank ou sur wuafrica.com. Promotion valable dans la limite des stocks disponibles. Le règlement de jeu est disponible dans toutes les agences participantes. Promotion valable jusqu'au 31 décembre 2015. Les fonds peuvent être retardés ou les services non disponibles sur la base de certaines conditions de transaction, incluant le montant envoyé, le pays de destination, la disponibilité de la devise, les problèmes de réglementation, les besoins d'identification, les horaires d'ouverture des points de vente, les différences des fuseaux horaires, ou une sélection d'options de retard. Des restrictions supplémentaires peuvent s'appliquer. Vérifier le formulaire d'envoi ou de réception pour plus d'information.

MTN CONGO

Du bon sens à l'action au profit de l'éducation des enfants malentendants...

Alors que la scolarisation semble naturelle pour tout enfant normal, force est de constater que la question de la scolarisation des enfants vivants avec un handicap est bien plus complexe, et a jadis été l'affaire de quelques précurseurs marginaux.

Que dire alors face à cette notion d'égalité pour tous en matière de droit à l'éducation au regard des faibles chances de scolarisation des enfants vivants avec handicap ?

Dans les pays dits industrialisés, le droit à l'éducation, à travers la scolarisation de l'ensemble de la jeunesse, compris celle vivant avec un handicap, est un droit inaliénable à la condition humaine. Cette manifestation se matérialise à travers la création de structures spécialisées et l'invention de techniques adaptées, capables de prendre en compte ce qu'il est convenu désormais d'appeler les « besoins éducatifs particuliers » des élèves vivants avec handicap.

Simple démarche de bon sens au regard des droits fondamentaux d'égalité et de chance pour tous, sans discrimination, ni exclusion. Or ceci n'est pas forcément le cas dans nos pays d'Afrique.

Cette problématique de prise en charge effective des enfants vivants avec handicap, exemple des malentendants, demeure réelle et entière au Congo-Brazzaville. Bien que le pays dispose de deux (02) instituts pour les déficients auditifs à Brazzaville et à Pointe-Noire, il n'en demeure pas moins que le problème reste crucial et nécessite un accompagnement et une vulgarisation plus importants afin de faciliter l'intégration sociale et professionnelle de cette couche vulnérable, et ce sur l'échelle nationale congolaise.

C'est d'ailleurs dans cette optique que la Fondation MTN Congo a basé son action de ce jeudi 14 janvier 2016 en faveur des enfants déficients auditifs de Centre Ephata de Koubola.

La Fondation MTN Congo au centre Ephata

C'est dans un versant sablonneux et herbeux de Koubola, à une trentaine de kilomètres au sud de Brazzaville, que le prêtre catholique Xavier BEMBA s'est installé avec quelques enfants malentendants, venus d'un peu partout du Congo.

Après une première expérience à Diata en 2004, puis au centre de la capitale, mais à l'étroit, ce prêtre ambitionnant d'offrir à ses jeunes apprenants un espace beaucoup plus vaste, a préféré déployer son activité dans un espace plus important. Les 11.000 mètres carrés de terrain (22 parcelles de 500m²) acquis depuis 2009 dans



Lors de la visite du centre Ephata



ainsi des places ludiques qui s'élèvent progressivement sur les lieux.

Dans ce site loin de l'ambiance festive et égoïste des villes,

bien rythmée entre 6h30 et 20h30, heure du coucher. Un espoir pour une jeunesse, a priori perdue. « Dans nos villages, un enfant qui naît sourd est banni. On le croit sorcier et on ne pense pas lui donner une chance pour l'avenir », affirme le chef de village Koubola, appelant toute la société congolaise à soutenir les initiatives de père Xavier.

C'est dans ce cadre que la Fondation MTN Congo, dont le directeur est M. Cyriaque OKOUMOU, accompagne le centre Ephata depuis plusieurs années déjà. Décidant d'en faire plus, elle a fait un don de tables-bancs, des lits superposés, de cubitainers, des livres, etc pour améliorer les conditions d'éducation de ces enfants sourds, ce jeudi 14 janvier 2016.

« La notion d'éducation de l'enfant congolais est une priorité pour la société MTN Congo. Depuis quelques années, nous sommes ensemble avec le centre Ephata et nous allons continuer à les accompagner. D'ailleurs, cette année nous allons équiper la bibliothèque de plus de 3000 livres, intéressant les enfants du cycle primaire au lycée », a annoncé M. Cyriaque OKOUMOU lors de ladite cérémonie sur le site de Koubola.

Celle-ci s'est d'ailleurs faite en présence de la directrice de cabinet de la ministre en charge des Affaires sociales, Mme Marie-Céline TCHISSAMBOU BAYONNE qui a rappelé que l'Etat ne pouvait pas abandonner ces enfants. « Nous nous occupons de la réadaptation des enfants déficients, pour ne pas qu'ils soient marginalisés dans la société. L'Etat doit tout faire, mais l'Etat ne peut pas tout faire à la fois, c'est pourquoi nous comptons sur des partenaires comme MTN Congo », lance-t-elle.

En effet, la Fondation MTN Congo a affirmé apporter dans les prochains mois des kits de formation en coiffure et en couture. « Les enfants d'Ephata ne seront pas entièrement mis à part de l'émergence du pays », assure le directeur de la Fondation MTN Congo, Cyriaque OKOUMOU.

Le centre Ephata de Koubola

Sur le site de Koubola, 17 enfants venant de Madingou, de Brazzaville, de Dolisie, d'Oyo et de Mindouli, apprennent. En fait, le centre Ephata est destiné à accueillir jusqu'à 70 enfants. L'abbé Xavier donne la priorité aux enfants venant des contrées et départements lointains. Pour ceux de Brazzaville, un bus, affrété par le centre, assure gracieusement le transport des enfants à partir du Centre sportif de Makélékélé.

Mais seul, pourrait-il répondre aux besoins de formation et d'assistance de tous les enfants malentendants congolais ?

« Je ne suis pas millionnaire, mais je me bats pour que ces enfants soient des hommes et des femmes de valeur demain. Il y a dans ce pays des gens qui ont des moyens financiers, mais n'ont peut-être pas la même sensibilité que moi. Je souhaite donc que nous fassions route ensemble : eux avec de l'argent, et moi avec ma sensibilité, pour aider ces enfants », indique père Xavier. Pris en charge par le centre depuis 2007, Pekos Ngouala, enfant sourd, est inscrit en cours de 4^e où il apprend l'hôtellerie, l'hébergement et la cuisine. Dans un langage de signes, il apprécie à sa manière l'aide apportée par MTN Congo : « Merci MTN pour ce don. Il servira à beaucoup d'entre nous. Ainsi, d'autres enfants sourds du pays pourront nous rejoindre à Koubola ».

Lancer une action est ce qu'il y a de plus difficile. Une fois qu'elle est faite, la communauté toute entière se doit de la soutenir. Beaucoup de Congolais, cousus de billets de banques, ne sachant pas quoi en faire, devraient peut-être penser en disposant un peu pour les plus vulnérables. « Avec 900 francs CFA seulement, nous pouvons acheter du pain pour 12 enfants. Ce n'est pas seulement une affaire de millions de francs, mais de générosité. Et c'est le geste qui compte », a conclu le père Xavier.

Le père Xavier BEMBA BISSEMO se consacre depuis 2004 à l'éducation et à la formation des enfants sourds. Il a fait don de son temps et de tous ses avoirs à cette catégorie d'enfants, souvent marginalisés au Congo. Il plaide donc pour l'implication « à part entière » des enfants déficients auditifs dans le processus de l'émergence du Congo.

MTN, everywhere you go!



avec les enfants de Koubola

la localité de Koubola lui ont permis d'y bâtir un Centre d'Education et d'Apprentissage avec internat muni de salles de cours et de formations professionnelles, des dortoirs

les jeunes sourds cultivent leur avenir, aux bons soins de père Xavier qui veille à l'apprentissage de chacun. Du repas aux cours, en passant par la lecture, la discipline est



REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET EAU ELECTRICITE
ET DEVELOPPEMENT URBAIN
(PEEDU)



AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 001 /PEEDU/2016 DU 22 JANVIER 2016 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA REALISATION D'UN PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) POUR LA CONSTRUCTION DE Neuf (9) DEPARTS A POINTE NOIRE.

Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et se proposent d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les prestations d'un consultant (Consultant individuel) chargé de la préparation d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) dans le cadre des travaux de construction de neuf (9) départs à Pointe-Noire.

De manière générale le consultant à sélectionner devra appuyer l'UCP-PEEDU dans la collecte des données relatives à la mise en place d'un plan d'action de réinstallation (PAR) en vue d'assurer les indemnités et les éventuelles relocalisations des populations susceptibles de subir une perte d'activités suite aux travaux engagés par le PEEDU, dans le cadre de la construction des neuf (9) départs. De manière spécifique le consultant sera chargé entre autres d'identifier et hiérarchiser les différents types d'activités génératrices de revenus à délocaliser suite à la mise en place des départs ou feeders ainsi que les sites potentiels pour la réinstallation des commerçants pendant les travaux. Le consultant devra :

- Être titulaire d'un Master ou diplôme équivalent en sociologie générale, agroéconomie, environnement en planification du développement et autres domaines connexes.
- Avoir une expérience solide d'au moins dix (10) ans dans le domaine de la planification et de gestion environnementale et sociale des projets.
- Avoir une solide connaissance des problèmes de l'analyse socioéconomique, de la gestion participative et de la mise en place des infrastructures urbaines et d'électricité.

• Son expérience doit être soutenue par une bonne connaissance des problèmes liés au développement urbain et à la problématique de distribution de l'énergie électrique dans les pays en développement. L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (CV détaillé avec des références concernant l'exécution de contrats analogues et lettre de motivation).

Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition janvier 2011. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 12 février 2016 à 14 heures :

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU)
Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, (ex siège du Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics) - Brazzaville - République du Congo
Tél: [242]055568787. Email : pedu_congo@yahoo.fr / mbouesso@yahoo.fr
Fait à Brazzaville, le 22 Janvier 2016.

Le Coordonnateur du PEEDU
Maurice BOUESSO./.



REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET EAU ELECTRICITE ET DEVELOPPEMENT
URBAIN (PEEDU)



AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 002 /PEEDU/2016 DU 22 JANVIER 2016 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA REALISATION D'UN PLAN SUCCINCT DE REINSTALLATION (PSR) POUR LA CONSTRUCTION DE VINGT (20) POSTES DE TRANSFORMATION ET LA REHABILITATION DE QUINZE (15) POSTES DE TRANSFORMATIONS D'ELECTRICITE A POINTE NOIRE.

Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et se proposent d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les prestations d'un consultant individuel chargé de la réalisation d'un Plan Succinct de Réinstallation (PSR) dans le cadre des travaux de construction de vingt (20) postes de transformation d'électricité à Pointe-Noire. De manière générale le consultant à sélectionner devra appuyer l'UCP-PEEDU dans la collecte des données relatives à la mise en place d'un plan succinct de réinstallation (PSR) en vue d'assurer les indemnités et les éventuelles relocalisations des populations susceptibles de subir une perte d'activités suite aux travaux engagés par le PEEDU, dans le cadre de la construction de vingt (20) postes et la réhabilitation de quinze (15) postes de transformation. De manière spécifique le consultant sera chargé entre autres d'identifier et hiérarchiser les différents types d'activités génératrices de revenus à délocaliser suite à la construction et la réhabilitation des postes de transformation ainsi que les sites potentiels pour la réinstallation des commerçants pendant les travaux. Le consultant devra :

- Être titulaire d'un Master ou diplôme équivalent en sociologie générale, agroéconomie, environnement en planification du développement et autres domaines connexes.
- Avoir une expérience solide d'au moins dix (10) ans dans le domaine de la planification et de gestion environnementale et sociale des projets.
- Avoir une solide connaissance des problèmes de l'analyse socioéconomique, de la gestion participative et de la mise en place des infrastructures urbaines et d'électricité.

• Son expérience doit être soutenue par une bonne connaissance des problèmes liés au développement urbain et à la problématique de distribution de l'énergie électrique dans les pays en développement. L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (CV détaillé avec des références concernant l'exécution de contrats analogues et lettre de motivation). Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition janvier 2011. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 12 février 2016 à 14 heures :

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU)
Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, (ex siège du Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics) - Brazzaville - République du Congo
Tél: [242]055568787. Email : pedu_congo@yahoo.fr / mbouesso@yahoo.fr
Fait à Brazzaville, le 22 janvier 2016.

Le Coordonnateur du PEEDU
Maurice BOUESSO./.



REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET EAU ELECTRICITE ET DEVELOPPEMENT
URBAIN (PEEDU)



AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 003 /PEEDU/2016 DU 22 JANVIER 2016 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA REALISATION D'UN PLAN SUCCINCT DE REINSTALLATION (PSR) POUR LA CONSTRUCTION DE TROIS (3) AGENCES TECHNICO-COMMERCIALES A POINTE NOIRE.

Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et se proposent d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les prestations d'un consultant individuel chargé de la réalisation d'un Plan Succinct de Réinstallation (PSR) dans le cadre des travaux de construction de vingt (20) postes de transformation d'électricité à Pointe-Noire.

De manière générale le consultant à sélectionner devra appuyer l'UCP-PEEDU dans la collecte des données relatives à la mise en place d'un plan succinct de réinstallation (PSR) en vue d'assurer les indemnités et les éventuelles relocalisations des populations susceptibles de subir une perte d'activités suite aux travaux engagés par le PEEDU, dans le cadre de la construction de vingt (20) postes de transformation. De manière spécifique le consultant sera chargé entre autres d'identifier et hiérarchiser les différents types d'activités génératrices de revenus à délocaliser suite à la construction des postes de transformation ainsi que les sites potentiels pour la réinstallation des commerçants pendant les travaux. Le consultant devra :

- Être titulaire d'un Master ou diplôme équivalent en sociologie générale, agroéconomie, environnement en planification du développement et autres domaines connexes.
- Avoir une expérience solide d'au moins dix (10) ans dans le domaine de la planification et de gestion environnementale et sociale des projets.
- Avoir une solide connaissance des problèmes de l'analyse socioéconomique, de la gestion participative et de la mise en place des infrastructures urbaines et d'électricité.

• Son expérience doit être soutenue par une bonne connaissance des problèmes liés au développement urbain et à la problématique de distribution de l'énergie électrique dans les pays en développement. L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (CV détaillé avec des références concernant l'exécution de contrats analogues et lettre de motivation).

Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition janvier 2011. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 12 février 2016 à 14 heures :

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU)
Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, (ex siège du Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics) - Brazzaville - République du Congo
Tél: [242]055568787. Email : pedu_congo@yahoo.fr / mbouesso@yahoo.fr
Fait à Brazzaville, le 22 Janvier 2016.

Le Coordonnateur du PEEDU
Maurice BOUESSO./.



REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET EAU ELECTRICITE ET DEVELOPPEMENT
URBAIN (PEEDU)



AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 004 /PEEDU/2016 DU 22 JANVIER 2016 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT (CABINET OU BUREAU D'ETUDE) CHARGE DE LA REALISATION DE LA NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (NIES) POUR LA CONSTRUCTION DE NEUF (9) DEPARTS A POINTE NOIRE.

Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et se proposent d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les prestations d'un consultant (Cabinet ou bureau d'études) chargé de la réalisation d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) dans le cadre des travaux de construction de neuf (9) départs ou feeders à Pointe-Noire.

De manière générale le consultant à sélectionner devra appuyer l'UCP-PEEDU dans la collecte des données relatives à la mise en place d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) en vue d'identifier les impacts potentiels liés aux travaux et d'en proposer des mesures d'atténuation suite aux travaux engagés par le PEEDU, dans le cadre de la construction de neuf (9) départs ou feeders à Pointe-Noire. De manière spécifique le consultant sera chargé entre autres d'identifier, hiérarchiser, définir et analyser les impacts tant positifs que négatifs sur l'environnement et les populations qui pourraient engendrer les travaux de construction de neuf (9) départs ou feeders d'une part, et d'autre part de déterminer les mesures d'atténuation et de compensation pour les impacts négatifs et des mesures de bonification pour les impacts positifs. Le consultant devra être un cabinet ou bureau d'études dont les compétences minimales suivantes sont requises dans l'équipe:

- Un chef de mission, expert environnementaliste, de niveau BAC+5 justifiant d'une expérience d'au moins dix ans en étude d'impact environnemental et social, en audit environnemental et social des sous projets d'infrastructure. Une bonne connaissance des procédures environnementales et sociales de la banque mondiale est exigée.
- Un expert en génie électrique justifiant d'au moins cinq années d'expérience.
- Un socio-économiste ayant au moins trois années d'expérience en collecte et analyse des données socio-économiques et justifiant d'une bonne connaissance des mesures de sauvegarde environnementale et sociale de la banque mondiale.

L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (Plaquette d'informations détaillées avec des références concernant l'exécution de contrats analogues et lettre de motivation). Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition janvier 2011. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 12 février 2016 à 14 heures :

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU)
Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, (ex siège du Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics) - Brazzaville - République du Congo
Tél: [242]055568787. Email : pedu_congo@yahoo.fr / mbouesso@yahoo.fr
Fait à Brazzaville, le 22 janvier 2016.

Le Coordonnateur du PEEDU
Maurice BOUESSO./.

NÉCROLOGIE



Le Secrétaire Général a.i du ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération a le profond regret d'annoncer à tout le personnel dudit ministère, des missions diplomatiques du Congo à l'étranger ainsi qu'au corps diplomatique accrédité en République du Congo, le décès inopiné de monsieur Patrice Dounga, Ambassadeur itinérant auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, ancien Ambassadeur du Congo en Namibie, ce vendredi 22 janvier 2016, des suites d'un accident de circulation sur la Nationale n°2.

La veillée mortuaire se tient au domicile du disparu sis 64, rue Saint-Paul à Talangaï (Brazzaville).

Le programme relatif aux obsèques sera communiqué ultérieurement.

Brazzaville, le 22 janvier 2016
Albert NKOUA

IN MEMORIAM

21 janvier 2006 - 21 janvier 2016, cela fait exactement dix (10) ans en ce jour qui à plu au seigneur de rappeler à lui notre chère soeur, maman, tante, et grande mère, MOSSOLO - JULIENNE, ancienne membre de la Légion de Marie de la Paroisse Sainte - Anne de Poto-Poto. le temps qui passe ne peut effacer la douleur d'un être cher que tu as été pour nous.

A l'occasion de ce triste anniversaire, son fils LINDHA Alain Martial et son neveu PONGAULT Eric Gilbert demandent à tous les parents, amis et connaissances qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.

A cet effet, des intentions pour le repos de son âme seront dite le samedi 23 janvier 2016 pendant les messes de 6H30 mn respectivement dans les Paroisses Sainte - Anne de Poto-Poto et Notre Dame de Fatima de Mpila. Maman, que ton âme



INVITATION

Le président du Bureau Exécutif national de l'Association des Anciens enfants de troupe du Congo invite les membres des bureaux des promotions à prendre part au déjeuner d'information organisé en sa présence des membres de la Commission de contrôle et d'évaluation, ainsi que des grands anciens.

Date : dimanche 24 janvier 2014

Lieu : Mess des officiers

Heure : 11h00 (HLA : 10h30)

Tenu : Décontractée correcte.

Pour le bureau exécutif national,

Le secrétaire général
AET René Nganongo

ESCIC INFOS

RENTRÉE ACADEMIQUE DU MASTER MBA ET BBA EN COURS DU SOIR

Début des cours :

- Master Business of Administration, le 25 janvier 2016 ;
- Bachelor of Business Administration 3ème Année pour les détenteurs d'un BTS ou équivalent, le 25 janvier 2016.

Site : Immeuble PBG au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe - Noire.

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com

; www.escic-cg.com

PERSPECTIVES D'AVENIR
FONDATION

CONCOURS DES MEILLEURS PROJETS D'ENTREPRENEURIAT

Appel à candidatures

1^{ère} ÉDITION

Projets d'entrepreneuriat *Social* Projets d'entrepreneuriat *Economique*

Jeunes Congolais

Jeunes porteurs de projets

Jeunes de la diaspora

Agés de 18 à 35 ans

Saisissez cette opportunité!

Prix en numéraire de 3 à 5 millions FCFA

Bourse d'accompagnement et d'incubation au sein de la Fondation Perspectives d'Avenir d'une valeur de 5 à 10 millions FCFA

Retrait et dépôt des candidatures

16 Janvier - 05 février 2016

Proclamation des résultats

12 février 2016

Remise des prix

13 février 2016

N'hésitez pas ! Toute les idées son bonnes, tous les projets conformes sont recevables

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTEZ-NOUS :
 Au 4^{ème} Etage Immeuble YOKA Bernard Rond-Point de la Coupole, Centre-ville, Brazzaville, Congo
 Tél: (+242) 222 81 20 20
 Email: info@perspectivesavenir.org / Facebook: fondationperspectivesavenir / www.perspectivesavenir.org



Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Assurances et Réassurances du Congo

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés!!

- | | |
|----------------------------------|------------------------|
| Assurance Incendie | Assurance Scolaire |
| Assurance Transport | Assurance Construction |
| Assurance Multirisque Habitation | Assurance Maladie |
| Assurance Globale Banque | Assurance Voyage |
| Assurance Responsabilité Civile | Assurance Entreprise |
| | Etc... |

Agence BZV : Avenue Amilcar Cabral - Tél : +242 22 281 53 89 / 22 281 16 90
 Agence PNR : 129, Avenue Fayette Tchitembo - Tél : +242 22 281 40 67 / 94 12 88
 Email : arc@arc-congo.cg - www.arc-congo.cg

ITALIE

Des humanitaires inquiets des perspectives de famine en Afrique

Les ONG appellent à se mobiliser contre les risques de famine aggravée dans des pays d'Afrique qui étaient sur le point de sortir de la zone critique.

Pour l'ONG Amref-Italie, bien présente dans le secteur de l'aide médicale d'urgence dans des pays d'Afrique australe surtout, les perspectives annoncées par le Programme alimentaire mondial (PAM) sur la situation de la faim dans le monde ne sont pas de nature à aider leur travail mais le compliqueraient plutôt. Car le phénomène d'El Niño, courant marin d'Amérique latine qui bouleverse le climat mondial, va créer une situation paradoxale dans un continent comme l'Afrique.

En Afrique australe où les trois dernières années se sont signalées par des pluies ininter-

rompues notamment, des pays comme le Malawi ou l'Éthiopie connaissent déjà une sévère sécheresse dans certaines régions. Sécheresse, pluies qui inondent les cultures ou empêchent les récoltes conduisent au même résultat : peu de nourriture à disposition y compris, et surtout, pour les paysans condamnés à mourir de faim au pied de leurs plantations en souffrance.

En tout, souligne le PAM, ce sont jusqu'à 15 millions de personnes supplémentaires qui courent aujourd'hui le risque de la famine. Amref-Italie s'inquiète aussi du fait que le nombre de pays touchés ou pouvant être affectés s'agrandisse à vue d'œil. Car la liste inclut désormais des pays qui n'étaient pas connus pour être exposés au risque de la faim jusqu'ici. Elle compte des régions entières du Nigéria, du Tchad

mais aussi, plus étonnamment, du Gabon, du Congo-RdC, du Kenya, d'Ouganda et même de la puissance économique qu'est l'Afrique du Sud.

« Mourir de faim est quelque chose de terrible et d'inacceptable », note Tommy Simmons, le fondateur d'Amref-Italie. « Nous avons lancé un appel pour l'Éthiopie où 11 millions d'enfants risquent de mourir de faim selon le PAM ». Pour lui, il est « terriblement affligeant » que la persistance des conflits en Afrique ne donne lieu qu'à des listes de bonnes intentions chaque année. « C'est terrible et horrible que le monde se promette périodiquement un 'jamais plus' et ne se réveille que quand une grande majorité de personnes est déjà dans le fossé », regrette Tommy Simmons.

Lucien Mpama

MUSIQUE

O'kerah, un nouvel album de Sheryl Gambo bientôt sur le marché du disque

O'Kerah qui veut dire en français « Pouvoir, mais non ordinaire », est le troisième opus de Sheryl Gambo qui est attendu sur le marché de disque. Peu avant sa sortie, l'artiste musicienne que nous avons rencontré, a expliqué le contenu de cet album.

L'album O'Kerah de celle qui est considérée comme l'une des divas africaines, pour sa voix unique et sa technique de chant déroutante, est à n'en point douter un véritable voyage à travers le monde. Il intervient après Lemoyassa qui veut dire en français « laissons d'abord » son premier album et Edi tsa mboa, qui veut dire « C'est au village » son deuxième album. Cet opus qui provoque à la fois émotion, tristesse, joie, gaieté et espoir, va sans nul doute encore surprendre.

En effet, O'Kerah est un album de dix titres qui fera balader les mélomanes à travers l'Afrique en partant du Congo au Sénégal avec une escale en Côte d'Ivoire. Il dressera un pont avec tout l'espace francophone à travers la chanson N'abandonne pas. Il y a bien d'autres chansons dans lesquelles Sheryl Gambo (interprète de Issi dia) étale son talent et son aisance dans des univers aussi variés que la musique folklorique congolaise d'essence mboshi, la soul, le RnB, le jazz, le reggae, une certaine technologie que l'on qualifie de décalée.

« Cet album est un hommage aux jumeaux, dont je suis la cadette. Car, O'Kerah dans le dialecte mboshi, renvoie à tout ce qui se rapporte aux pouvoirs et à la mystique qu'on attribue aux jumeaux dans les traditions congolaise et africaine », a déclaré Sheryl Gambo.

Artiste musicienne engagée pour la « paix », à travers la chanson Désarmons nos coeurs, chantée avec des grands artistes comme Jacob Desvarieux, les rappeurs Passi et Youssoupha, Fally Ipupa, Roga-Roga, Passi, etc. ; pour la participation à la lutte contre la stigmatisation des personnes vivant avec le

« d'orchestre à elle seule », après l'avoir vue en live à Doha (Qatar), est détentrice d'une médaille du ministère congolais de la Culture et des arts pour sa contribution au rayonnement de la culture congolaise. O'Kerah, est donc un bébé qu'elle a faite presque seule, car hormis la direction artistique



La pochette de l'album O'Kerah de Sheryl Gambo

VIH-Sida, à travers la chanson Ndimi yo, chantée avec un large collectif d'artistes congolais ; pour la préservation de l'environnement avec la chanson Je dis stop ; Sheryl Gambo s'inscrit cette fois-ci dans un album qu'elle a voulu éclectique à l'image de la jeunesse africaine dynamique, ouverte sur le monde et culturellement métissée.

Pour autant, elle ne se prive pas d'y apporter une touche authentiquement congolaise avec des sonorités qui rappellent les traditions dites bantoues et autochtones. Sheryl Gambo pour laquelle le producteur tunisien, Yazid Turki, manager de Yaz Production, a qualifié

qu'elle a partagée avec le talentueux guitariste Press Mayindou, elle a tenu à apporter aussi sa touche musicale personnelle sur des textes qu'elle a écrits seule à l'instar des textes de ses deux premiers albums. Cinq fois Tam-Tam d'or (équivalent congolais des Victoires de la musique), dont trois individuels, finaliste de l'édition 2008 du Prix Découvertes RFI, dont elle est sortie deuxième sur près de cinq-cents candidats, elle surprend par des performances vocales frissonnantes qui tranchent avec son calme, son affabilité et sa timidité apparentes.

Bruno Okokana

CHRONIQUE

La Foire Forum Carnaval de Bouake

Débutée en 1960, la 1ère édition de la Foire Carnaval de Bouaké, en Côte d'Ivoire avait été lancée sous la houlette du premier maire de la ville. C'est une manifestation culturelle qui consiste durant une semaine en la tenue d'une foire et d'un défilé dont l'épilogue se résume en l'incinération de la statue du carnaval.

La dernière "Foire Forum Carnaval de Bouaké 2015" fût lancée, sous les auspices des représentants de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), de l'Union européenne (UE), de la Turquie, du Brésil et du Maroc, ce qui témoigne de l'envergure nationale et sous-régionale prise depuis.

Placée sous le thème "Bouaké sur la route de l'émergence" la "Foire-Forum-Carnaval de Bouaké 2015" du 7 au 12 avril 2015 avait pu réunir plus de 200 exposants et 100 000 visiteurs avec comme invités, "L'école de Samba de Sao Clément de Rio de Janeiro et des Bahianaises de Salvador de Bahia (Brésil), des troupes artistiques de la région d'Agadir (Maroc) et des communautés ouest-africaines.

Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'il y a eu depuis 1960 plusieurs années d'interruption, aujourd'hui, la foire s'offre une nouvelle identité en se rebaptisant « Foire Forum Carnaval de Bouaké » car il s'anima également un forum des 16 villes secondaires des Etats de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

Ce nouveau concept comme le clament haut et fort les organisateurs, vise à permettre à la ville de Bouaké de reprendre ses droits sur l'échiquier culturel national et international.

La deuxième ville du pays a donc décidé de renouer avec le bouillonnement artistique et culturel qui a fait sa renommée d'antan" promettant dans la foulée, des éditions plus flamboyantes et plus ambitieuses de ce carnaval qui propulseront selon le maire de Bouaké cette dernière "au firmament des villes secondaires de l'UEMOA".

L'édition de 2016 que l'on a aussi qualifiée d'« édition de la stabilisation et de l'organisation », se tiendra du 08 au 17 Avril 2016, à l'instar de Ouagadougou et son Fespaco, le Grand Bassam et son Abissa, Brazzaville et son Fespam... Bouaké, aussi, tente tant bien que mal de renouer avec sa Foire Carnaval pour figurer au nombre des rares villes d'Afrique qui reconnaissent par leurs activités que la culture représente aujourd'hui, l'un des premiers piliers du développement. L'ambition de ce rendez-vous culturel est comme l'on peut s'en douter de permettre à la seconde ville du pays de se hisser de nouveau au top des villes secondaires de l'UEMOA et de nombreux partenaires nationaux et internationaux ont accepté d'accompagner la municipalité dans ce challenge souhaitons donc bon retour en force à la Foire Forum Carnaval de Bouake.

Ferréol Constant Patrick Gassackys

Parti pour l'action de la République Mâ « PAR » de Monsieur le président Anguios Nanguia Engambé, publie le numéro de compte : N° 245 423 01 101/19 ; Banque : LCB (La Congolaise de Banque) Il demande, par ailleurs, à tous les adhérents et sympathisants du Parti pour l'action de la République Mâ « PAR », de le consulter pour suivre les recettes et dépenses de leurs cotisations, dans la transparence et le bon suivi de la gestion saine.

DIALOGUE NATIONAL

Le MLC explique le refus de sa participation à Edem Kodjo

Pour ce parti politique de l'opposition et membre de la Dynamique, un tel dialogue risque de donner lieu à un report des élections présidentielle et législatives, ouvrant ainsi la voie à une violation de la Constitution.

Les échanges, le 21 janvier, entre l'émissaire de l'Union africaine (UA), l'ancien Premier ministre togolais, Edem Kodjo, et la délégation du Mouvement de libération du Congo (MLC) conduite par la secrétaire générale de cette formation politique, le députée Eve Bazaïba, ont tourné essentiellement sur la tenue ou non du dialogue politique en RDC, avant les élections de 2016.

A en croire un communiqué de cette formation politique sur cette rencontre, la délégation du MLC a exprimé à l'émissaire de l'UA, les raisons du refus de ce parti politique de l'opposition, à participer à un tel dialogue. Les craintes du MLC sont, selon ce document, qu'un tel dialogue risque de donner lieu à un report des élections présidentielle et législatives, ouvrant ainsi la voie à une violation de la Constitution.

Le MLC a également profité



La secrétaire générale du MLC, Eve Bazaïba, encadrée par d'autres figures de l'opposition congolaise.

de cette rencontre, pour fustiger le caractère partisan et militant d'un communiqué de l'UA au sujet de la tenue de ces pourparlers en RDC. Pour cette formation politique, en effet, le véritable dialogue était celui qui devrait s'engager autour de la Centrale électorale, entre les partis politiques de la Majorité et ceux de l'opposition sur le processus électoral et dans un souci permanent de l'ordre constitutionnel actuel.

Le parti du Sénateur Jean-Pierre Bemba a également expliqué à l'émissaire de l'UA que le peuple congolais attend de l'UA et de toute la Communauté internationale, leur appui

à la tenue des élections présidentielle et législatives dans les délais prévus par la Constitution de la République.

Edem Kodjo, qui a quitté Kinshasa après cette rencontre avec la délégation du MLC, a exprimé sa satisfaction d'avoir eu un autre son de cloche de la part de cette délégation. Il a émis le souhait de rencontrer d'autres plateformes et partis politiques de l'opposition.

La délégation du MLC était, en outre composée de deux secrétaires généraux adjoints de cette formation politique, les députés Fidèle Babala et Raymond Ramazani Baya.

Lucien Dianzenza

RELANCE ET STABILISATION DE L'ÉCONOMIE

Vers la mise en oeuvre des réformes structurelles à impact rapide

Le gouvernement s'apprête à prendre une série de mesures afin de contrer les effets néfastes de la crise économique mondiale caractérisée notamment par la chute des cours des matières premières.

Plus que jamais, la volonté est affichée de faire face aux chocs exogènes à travers un ensemble des mesures ayant pour objectif de stabiliser et relancer l'économie nationale. L'option a été levée lors de la septième réunion ordinaire du Conseil des ministres qui s'est tenue le 22 janvier 2016 sous la présidence du chef de l'État Joseph Kabila Kabange. L'examen et l'adoption des mesures urgentes à prendre pour la stabilisation et la relance économique de la RDC à la suite de la chute des cours des matières premières aura constitué le seul et unique point inscrit à l'ordre du jour. Motivant cette décision, le porte-parole du gouvernement a, dans son compte-rendu, indiqué que l'économie nationale continuait à ressentir « les effets négatifs d'une conjoncture internationale difficile due, entre autres, au ralentissement de l'économie mondiale, à la baisse des cours des principaux produits de base exportés par la RDC comme le cuivre et le pétrole ». Et il ajoute que cet état de choses a fait perdre à la République l'équivalent de plus de 1 milliard 300 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2016 en cours. Il s'en est suivi une chute marquée des exportations et des réserves internationales du pays ainsi qu'une

contraction des réserves budgétaires. Aussi, en vue de préserver les acquis de plusieurs années de stabilisation et de relance économique et maintenir l'économie congolaise sur la voie d'une croissance forte et soutenable, le gouvernement a-t-il pensé initier une action correctrice ordonnée et maîtrisée.

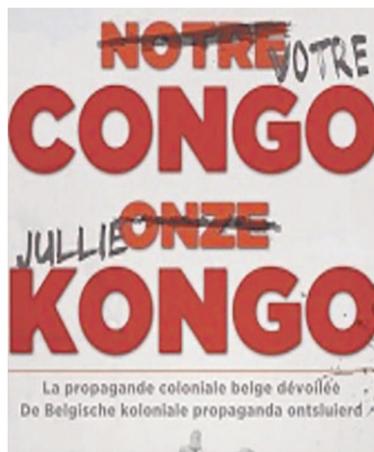
Les mesures proposées par le ministre de l'Économie nationale s'articulent sur trois axes, à savoir l'augmentation des ressources financières, l'amélioration de la qualité de la dépense et la mise en œuvre des réformes structurelles à impact rapide. Ces mesures sont destinées à durer pendant une période de temps suffisante pour une consolidation de la stabilité économique du pays pendant laquelle elles seront de stricte application avant que ne soit envisagée toute relâche. En outre, l'exposition excessive de la RDC aux aléas de la demande extérieure requiert l'amorce sans délai des réformes structurelles permettant de garantir plus de stabilité grâce à une autonomie plus accrue de l'économie nationale. Par ailleurs, il a été réaffirmé la nécessité de prendre une série de mesures susceptibles d'accroître la résilience de la RDC dans cette conjoncture mondiale peu favorable. Le but étant de maintenir et de consolider les conditions d'émergence économique et sociale du pays. La réflexion sera approfondie au niveau de la Commission économique, financière et reconstruction en attendant les délibérations qui s'imposent.

Alain Diasso

BRUXELLES

Vernissage de l'exposition « Notre Congo/Onze Kongo », la propagande coloniale belge dévoilée

L'exposition se tient du 23 janvier au 13 février au centre culturel Escale du Nord d'Anderlecht dans le cadre du festival « Devoir de Mémoire- colonisation belge du Congo, entre hier et aujourd'hui ».



L'affiche de l'exposition

Plusieurs activités sont organisées autour de l'exposition notamment une visite guidée et commentée de l'exposition prévue le mardi 9 et le vendredi 12 février 2016. En outre, il est prévue, le vendredi 29 janvier, la projection du film « Boma-Tervuren, le Voyage ». Cette projection sera suivie d'un débat en présence du réalisateur.

L'exposition « Notre Congo/Onze Kongo », la propagande coloniale belge dévoilée, explique-t-on, présente une série de documents iconographiques et audio-visuels datant de la période coloniale belgo-congo-

laise. Elle a été initiée par l'ong Coopération Education Culture (CEC). A travers l'image et le son, l'ong propose de comprendre comment les différents canaux de propagande ont autrefois fonctionné pour justifier l'entreprise coloniale. « La redondance et la répétition monotone des slogans sont à la source d'un inconscient collectif lié à la colonisation. Cette exposition questionne aussi la persistance des stéréotypes tant du côté du public belge que congolais. La propagande coloniale a infusé les esprits de générations entières en Belgique et au Congo. Elle a été pour beaucoup et pendant trop longtemps la seule perception et représentation de ce que pouvait être le Congo et plus largement l'Afrique, à défaut de mieux. La simplification de la réalité a forgé de nombreux esprits », soutiennent les initiateurs de l'exposition.

L'exposition « Notre Congo/Onze Kongo », explique-t-on, tente ainsi de « décrypter ces dogmes longtemps indiscutables. Avec une ultime question, au-delà de l'étonnement, de l'indignation voire de l'amusement : comment déjouer les pièges de tous les miroirs truqués, séducteurs ou déformants ? » Par ailleurs, toujours dans le cadre du festival « Devoir de Mémoire- colonisation belge du Congo, entre hier et aujourd'hui », se déroule l'exposition « Autoportraits cachés et vues intérieures » de l'artiste Mukuna.

Patrick Ndungidi

KINSHASA

Des passerelles capables de faire passer en urgence jusqu'à neuf cent mille personnes

Présentées comme une innovation de plus dans le paysage architectural de la ville province, les sept passerelles assurent le passage sans risque d'une foule dense en raison d'un piéton par m. Ces ouvrages métalliques d'une durée de vie de quarante ans s'étendent sur les vingt mètres de largeur du Boulevard Lumumba, long de 20 km. Entre chaque passerelle, il y a près de trois km de distance. Classée comme la plus grande artère de la capitale, visible d'ailleurs en hauteur à partir du centre ville de Kinshasa, la chaussée Lumumba détient le triste record des accidents de circulation les plus meurtriers.

Le 22 janvier 2016, le président de la République, Joseph Kabila, a fait le déplacement de Limete, la première commune industrielle de Kinshasa, pour présider la cérémonie d'ouverture des

passerelles au public. Ce dernier a continué à affluer vers les sites jusqu'en début de soirée. Cette commune traversée par le boulevard Lumumba a accueilli trois des sept passerelles, plus précisément à la 1^{ère} rue, la 7^{ème} rue et la 12^e rue. Plus loin, d'autres passerelles seront installées dans quatre autres sites situés entre Debonhomme et l'aéroport international de N'Djili. Il s'agit de Debonhomme, du Marché de la liberté, de Masina pascal et de Kingasani ya suka.

Les travaux sur le Boulevard Lumumba ont débuté le 15 octobre 2015 en présence de trois ministres de la République marquant ainsi une mobilisation de l'équipe générale pour un projet à fort impact sur chacun des départements représentés. En effet, les ministères de l'Aménagement du territoire, des Transports et de la Santé ont tenu à s'assurer

de l'effectivité des travaux qui ont nécessité un investissement de plus de 13 millions de dollars américains USD. Il faut signaler le recrutement localement de plus de 300 agents congolais. Le projet a bénéficié également d'une expertise étrangère pour conduire les travaux et respecter les délais. Zénith, la société en charge des travaux, a confirmé la présence à Kinshasa de 50 techniciens turcs qualifiés venus tout droit de la Turquie. Dans le cadre du contrat, il était prévu un partage d'expérience.

La réussite du projet peut aider à faire passer l'idée de l'assemblage d'autres passerelles sur des grandes artères dangereuses pour les piétons et les usagers comme le Boulevard du 30 juin. Mais Joseph Kabila a profité de la circonstance pour lancer la campagne nationale de reboisement au pied de la passerelle. Ces vingt dernières années, l'on estime les pertes à environ 4 millions d'hectares de forêts. Les causes sont principalement les conflits armés et la destruction consécutive à l'exploitation artisanale des minerais. L'élargissement des chaussées a conduit également à une opération de déboisement dénoncée jadis par les activistes de l'environnement.

Laurent Essolomwa



Une vue de la passerelle de la septième rue Limete

ITALIE

Les adoptions bloquées d'enfants congolais deviennent une affaire politique

La classe politique accuse le gouvernement de Rome de ne pas en faire assez pour faire arriver les petits Congolais dans leurs familles.

Que se passe-t-il à propos des adoptions d'enfants congolais par des familles en Italie ? La question devient un brûlot politique dont l'opposition s'est saisie pour porter des attaques pesantes contre le gouvernement de M. Matteo Renzi. « *Le M-5 (Mouvement 5 étoiles, le parti populiste du comique Beppe Grillo, Ndlr) se tient aux côtés des dizaines et des dizaines de familles italiennes en attente des adoptés du Congo* ». C'est ainsi que commence une interpellation à la Chambre, rédigée par le député M-5 Emanuele Scagliusi. Comme lui, beaucoup de ses collègues s'inquiètent que depuis plus de 850 jours, les dossiers soient en souffrance dans quelque tiroir à Kinshasa. Sans explication plausible, ni espoir qu'ils puissent en sortir jamais !

Le 14 janvier une dizaine d'enfants a bien pu rejoindre les familles italiennes. Mais ce chiffre est bien dérisoire au vu des attentes. Ils seraient, en effet, plus de 130 les enfants pour lesquels 108 familles italiennes ont accompli toutes les formalités exigées par la législation congolaise en la matière. Mais c'est pour tous les enfants (1300 au total) des familles adoptantes, de toute nationalité, que les mères adoptantes italiennes ont défilé devant la primature, à Rome, mercredi. À défaut de pouvoir embrasser leurs enfants au plus vite, ces familles font pression pour que le gouvernement italien leur fournisse au moins une explication, un délai, un peu d'espoir. « *Le travail diplomatique des autres pays porte déjà ses fruits. Il est fait de rapports et de visites fréquentes en République du Congo (sic) au contraire de l'Italie qui croit obtenir tout par téléphone et n'obtient, en définitive, rien. Et comme si cela ne suffisait pas, certains organismes de soutien de la CAI (Commission italienne des adoptions internationales, Ndlr) ont voulu intimider les*

familles des protestataires, leur demandant de ne pas prendre part à la manifestation devant la primature : c'est une honte ! Mais où donc se cache la ministre Boschi lorsque les réflecteurs des caméras ne sont plus là ? », ont-ils dit.

Le Mouvement 5 Etoile, de qui provient cette attaque, n'en est pas à une approximation ni à une exagération près. Elle concentre ses flèches sur Mme Maria Elena Boschi, la ministre des Réformes constitutionnelles chargée du rapport avec le Parlement. En mai 2014, elle s'était taillée un franc succès médiatique en ramenant par avion spécial à Kinshasa. Une d'elle lui avait tressé les cheveux à l'Africaine durant le vol : la photo avait fait le buzz dans le monde du net. Depuis lors, c'est le calme plat. Que se passe-t-il ? Que fait le gouvernement ?

« *Beaucoup de ces enfants ont pourtant déjà obtenu la sentence définitive pour leur adoption, mais cela n'a toujours pas suffi pour les voir arriver en Italie. Le risque, aujourd'hui, est que leur position soit soumise aux nouvelles règles sur l'adoption édictées par les autorités congolaises* », s'impatiente Cosimo Latronico, député de droite, dans une lettre au Premier ministre Matteo Renzi. « *Les nouvelles dispositions en vue en RDC pourraient venir à bout des espoirs des familles italiennes qui attendent depuis des années, avec leur décret d'adoption en main* », a-t-il ajouté.

Selon des sources à Rome, les blocages viendraient de pesanteurs bureaucratiques à Kinshasa. Mais aussi « *de difficultés ayant conduit à de nouvelles vérifications sur les familles adoptantes italiennes* » à cause « *d'irrégularités relevées dans les procédures de certains pays* » comme la France et les États-Unis. Des familles déclarées comme telles au Canada se seraient révélées des unions d'homosexuelles qui ne correspondraient pas à la notion de famille retenue par le droit et les us et coutumes du Congo.

Lucien Mpama

MARIE MISAMU

Des souvenirs toujours vivaces

Après Alain Moloto, les funérailles de Marie Misamu pourraient vraisemblablement donner lieu à un débordement. L'engouement, ou mieux, l'attraction que continue d'exercer la défunte sur l'imagerie collective des kinois est sans pareille.



Marie Misamu

Depuis la nouvelle de son décès à ce jour, la ville est quasi suspendue sur cette triste actualité avec, en toile de fond, une médiatisation à outrance qui n'a d'égale que la sympathie vouée à cette cantatrice d'exception. Difficile dans ces conditions, de tout canaliser vers l'Association des artistes-musiciens chrétiens dont le monopole dans l'organisation des obsèques a été plus d'une fois mis à mal par des personnes sans foi ni loi, jouant aux trouble-fêtes. Des esprits malins ont, en effet, profité de cette circonstance exceptionnelle pour réaliser de bonnes affaires en exploitant à des fins mercantiles l'image de Marie Misamu. Des T-shirt ou encore des macarons frappés à l'effigie de l'illustre disparue continuent de se vendre comme des petits pains, au grand dam du Comité d'organisation visiblement dépassé. Dieu seul sait si les fonds ainsi récoltés seront canalisés vers la famille biologique de la défunte. Entretemps, les derniers albums de la star sont devenus quasi introuvables sur le marché suite à une demande toujours grandissante.

Et comme si cela ne suffisait pas, le corps sans vie de Marie Misamu enveloppé dans un drap était posté sur le net. D'autres encore le mon-

trant quelques instants avant d'être enfouie dans un des tiroirs de la morgue ont choqué plus d'un et crée un tollé général dans l'opinion. Qui a pris ces photos ? Pour quelle motivation ? Nul ne sait. Saisi, l'inspecteur général de la Police nationale/ville de Kinshasa a vite fait de mettre la main sur les agents de la morgue de l'hôpital Ngaliema sur qui pèsent d'énormes soupçons. En attendant de tirer au clair cette affaire, d'autres initiatives plus constructives ne cessent d'être prises par ceux qui avaient porté à cœur cette étoile filante du gospel congolais. Ses pairs artistes musiciens se sont organisés par petits groupes pour lui rendre hommage à travers des chansons mixées à la va-vite dans des studios de Kinshasa. Leurs collègues de la musique populaire ne sont pas en reste et entendent, eux aussi, rendre à la regrettée une fière chandelle. A leur manière bien entendu.

Plus de doute. Kinshasa, Brazzaville et toute l'Afrique continuent de pleurer cette cantatrice qui aura été une des premières à avoir booster la musique chrétienne dans les années 90 à l'ombre de feu Debaba. A ses côtés, elle a développé le style gospel avec la sortie notamment de son premier album « Dieu reconnaît tout » qui connu un succès retentissant. Dans la foulée, elle a aiguillé son talent aux côtés d'autres grands noms du gospel à l'image de feu Charles Mombaya, le tout assaisonné par des collaborations artistiques enrichissantes avec de nombreux artistes émérites. Il était écrit quelque part, qu'elle serait une célébrité et son parcours l'a démontré. C'est à l'âge de onze ans que Dieu l'avait placé sur orbite. Après l'école, ses amis se réunissaient autour d'elle pour l'entendre chanter. Prémonitoire, cette séquence de son enfance prouve à suffisance qu'elle était l'élue de Dieu et qu'elle n'allait qu'arpenter une voie déjà tracée et déblayée jusqu'à titiller les cimes du succès. Au-delà de ses qualités artistiques incommensurables, le personnage forçait l'admiration de par son esprit d'ouverture marqué par une générosité hors pair. Sans frontière, elle côtoyait tout le monde, se refusant de mettre des barrières sur ses épanchements de cœur.

Née le 16 novembre 1974 à Kinshasa, elle meurt curieusement le 16 janvier 2016, comme si le chiffre seize en elle cachait tout un mystère, celui d'une destinée dont personne ne saura en décrypter les contours si ce n'est son seul créateur. Dieu a donné, Dieu a repris.

Alain Diasso

KANANGA

Grève du personnel de l'Institut médical chrétien du Kasayi

La ville de Kananga, chef lieu du Kasai-Central, est paralysée à la suite d'une grève illimitée initiée par le personnel soignant des différentes formations médicales.

Parmi les hôpitaux en grève, on cite l'Institut médical chrétien du Kasayi (IMCK), la polyclinique PAX au centre-ville ainsi qu'à l'hôpital Bon Berger de Tshikaji à 16 Km du chef-lieu de la province. Ces agents de ces différentes formations médicales réclament, indique l'agence congolaise de presse qui livre cette information en citant la délégation syndicale de cette structure, les arriérés de quatre mois de salaires.

Toutefois pour ne pas abandonner les malades eux-mêmes, un service minimum a été instauré pour la prise en charge de cas d'urgence sans une quelconque

précision sur l'effectivité de celui-ci. En sus de ces arriérés des salaires, les grévistes réclament aussi le paiement du 13e mois impayés depuis six ans et la prime de fidélité pour leur permettre de subvenir aux besoins de leurs familles. Les grévistes dénoncent le manque manifeste de volonté dans le chef de leur employeur, qui bénéficie pourtant de l'apport des partenaires et des recettes réalisées sur place. De son côté, l'employeur qui a reconnu la délicatesse de cette situation a promis de se pencher sur ce différend d'ordre social. Les deux formations médicales de l'IMCK figurent parmi les plus fréquentées de la place. Les observateurs avertis pensent que les autorités du pays doivent plus se pencher sur cette question pour désamorcer cette grève qui risque d'avoir de graves conséquences sur les malades.

A.Nz.

SELEMBAO

La commune sensibilisée sur la campagne « J'aime mon pays »

Depuis son lancement officiel à l'espace Congo loisir dans la commune de la Gombe, la campagne « J'aime mon pays la RDC, je soutiens le dialogue » gagne les différentes communes de la ville de Kinshasa.

Le comité stratégique de cette campagne qui se veut apolitique, nationale, sans coloration religieuse s'est rendu le 22 janvier à Kitokimosi, un quartier de la commune de Selembao. L'objectif est de sensibiliser les habitants de cette commune sur le bien-fondé du dialogue national, cadre de concertation où sont invitées toutes les forces vives de la nation. A peine descendu du véhicule, le président du comité stratégique, Felix Kabange Numbi, plonge dans la foule avec à ses côtés Colette Tshomba, ancienne députée nationale élue de la Funa et le Dr Félix Momat, coordinateur national de la campagne « *J'aime mon pays la RDC, je soutiens le dialogue* ».

Au passage de la délégation, hommes, femmes et enfants viennent en masse pour s'in-



Le logo de la campagne

former et échanger avec le président de la campagne. À l'exemple de ces jeunes à qui Félix Kabange a dit : « *Le Congo a besoin de vous, n'attendez pas que les politiciens décident à votre place ou vous entraînent dans la rue. Le dialogue est pour la paix* ». Le président du comité stratégique de la campagne a, par ailleurs, remercié l'honorable Colette Tshomba pour cette mobilisation dans un quartier aussi populaire que Kitokimosi, avant d'ajouter qu'il est plus que jamais temps aujourd'hui d'expli-

quer à la population le bien-fondé de ce dialogue politique. « *Ne vous étonnez pas de nous voir aller de maison en maison car si, nous les politiciens, nous dialoguons c'est d'abord pour la population et la paix que nous le faisons* », explique le Dr Félix Kabange Numbi.

Pour sa part, Colette Tshomba, qui s'est adressée aux jeunes venus nombreux à cette matinée de sensibilisation, a déclaré : « *Le Congo a besoin de tous. Voilà le sens de notre apport à cette initiative patriotique du ministre Félix Kabange Numbi* ». Parmi les personnalités qui ont signé la charte, il faut noter la présence du représentant de l'église des Noirs Vuvamu, section de Selembao et le bourgmestre de cette commune. La population de Selembao a, au terme de cette journée, adhéré à la campagne par un vote à main levée en disant ainsi : « *Nous, les habitants de Selembao, nous soutenons le dialogue parce que nous voulons l'organisation des élections apaisées* ».

Aline Nzuzi

HUMEUR

Où sont des historiens pour des encyclopédies des repères nationaux ?

Étant entendu que l'Histoire est une matière transdisciplinaire qui visite les faits, personnalités et dates marquants se rapportant à la vie d'une nation dans tous les domaines selon des époques historiques précises, il est donc pour nous important d'interpeller des historiens sur ces questions-là. Ainsi pour éviter de naviguer à vue, nous situons nos lecteurs sur la signification que nous avons donnée au concept de « repères historiques nationaux ». Ce sont à la fois les dates importantes qui structurent l'histoire du pays, les personnalités qui ont excéllé dans leur domaine d'activité, les monuments et sites touristiques d'une certaine valeur nationale qui ont marqué une ou des époques de l'historicité du pays mais, hélas, sont peu connus par certains compatriotes par manque de vulgarisation à travers des encyclopédies bien fournies et bien détaillées. Disons-le sans hésitations, c'est le travail de l'historien.

Tenez ! Choisissez au hasard un échantillon des Congolais dans lequel on y trouve des élèves, des étudiants, des analphabètes, des intellectuels de tout bord et posez leur les cinq questions suivantes : « Pourquoi les localités Bétou, Madingo-Kayes, Kellé, Makoua, Mvouti, Ouesso portent ces noms-là ? », « Où était construite la première maison de Brazzaville ? », « Que nous rappelle le quinquennat 1982-1986 ? », « Quels sont les trois premiers partis politiques au Congo d'avant l'indépendance et quels ont été leurs leaders ? », « Quelle a été la première femme congolaise ministre et en quelle année ? ».

Ces cinq questions sont bien des repères historiques nationaux, mais quelque peu méconnus par bon nombre de compatriotes par manque de supports documentaires écrits vulgarisés, autrement dit des encyclopédies des repères historiques nationaux. Ces encyclopédies des repères historiques ne sont pas à comparer avec quelques rares mémoires de licence ou de maîtrise disparates de certains étudiants, elles devraient plutôt être des riches références des repères historiques très diversifiées.

La méconnaissance de ces repères historiques, nous l'avions constaté lors de la célébration de la date du 28 novembre 1958, celle relative à la Proclamation de la République du Congo et celle du 10 juin 1991 relative au lavement des mains, où un enfant curieux du primaire demandait à sa maman, pourquoi ces journées étaient fériées, et la maman de répondre : « Je ne connais pas ». En plus du fait que ces repères devraient être contenus dans des recueils spécifiques selon les domaines de connaissance pour être insérés même dans des programmes scolaires, ces encyclopédies des repères historiques devraient être vulgarisées même en langues nationales ou provinciales afin que ces choses soient connues de tous, même du paysan ou de l'analphabète, car elles ne devraient pas être que l'apanage de ceux qui ont été à l'école.

Oui, cette génération dite de l'écriture n'a jamais arrêté de dire que c'est par le manque de l'écriture que certains repères historiques importants des contrées se sont évaporés et n'ont laissé aucune trace. Alors aujourd'hui, l'écriture est là, et les historiens associés d'autres spécialistes peuvent nous produire des repères historiques nationaux. Tenez ! Un jeune téké parlerait de façon superficielle de « Youlou Nkwi » qui fut un homme exceptionnel dans cette contrée-là, mais aucun document ne parle de lui. De la même manière, un jeune de Makoua n'aurait qu'une idée superficielle de « Egnimba-ni-Ndza », alors qu'il fut aussi un homme historique référentiel de la contrée, mais aucun document historique n'en parle.

Loin de nous l'idée d'accuser les historiens, à travers cette humeur, nous souhaitons voir fixer dans des encyclopédies historiques des faits et repères nationaux importants qui sont parfois méconnus par la population, car si rien de semblable n'est fait, certains repères historiques importants finiront par s'envoler comme toujours.

Faustin Akono

PRÉSIDENTIELLE 2016

Des mamans oeuvrant pour la paix invitent Denis Sassou N'Guesso à être candidat

Les membres du noyau de réflexion des mamans pour la paix à Pointe-Noire et au Kouilou ont porté leur choix sur Denis Sassou N'Guesso le 22 janvier à Pointe-Noire, au cours d'une assemblée générale consacrant la sortie officielle de leur plateforme que préside Alphonsine Ibeyabo.

Dans son allocution de circonstance, Alphonsine Ibeyabo a indiqué que le moment est venu pour désigner un fils du Congo qui garantira le développement harmonieux du pays et son entrée à l'émergence. « Les membres de cette plateforme sont conscients que rien ne peut être plus handicapant que le manque de paix dans un pays », a déclaré la présidente de la plateforme.

« Le Noyau de réflexion des mamans pour la paix de Pointe-Noire et du Kouilou ainsi que les mutuelles et associations affiliées, en désignant Denis Sassou N'Guesso conformément à son expérience, sa sagesse, son sens de l'intérêt commun et du dialogue, s'engagent à œuvrer pour la préservation de la paix et à consolider l'unité nationale. Cette contribution permettra à ce dernier de travailler en toute quiétude; ainsi les membres de cette plateforme doivent rester vigilants pour gêner, voire limiter; la capacité de nuisance des ennemis de la paix sous quelque déguisement qu'ils puissent se cacher car sans la paix, aucune nation ne peut se construire et se développer », a-t-elle déclaré. La déclaration des femmes lue par George Marie Josée, justifie le choix de Denis Sassou N'Guesso par le fait que, lorsqu'au sortir de la Conférence nationale souveraine, le peuple



Les femmes du noyau en liesse soulevant haut l'effigie du président de la République; Vue de la tribune officielle

congolais a voulu vivre d'autres expériences, celui-ci a respecté le choix du peuple comme étant la voix de la sagesse. De même, chaque fois que le Congo a été au bord de l'éclatement ce dernier a toujours choisi la sagesse pour permettre de s'asseoir et de parler selon la tradition ancestrale afin d'arriver à des conclusions concertées.

« Les mauvaises langues n'empêcheront jamais le Congo de devenir un pays émergent. Ainsi le rendez-vous de Sibiti 2015 n'a été que l'aboutissement d'un long processus de discussions qui comprend la réception, par le chef de l'Etat, de tous les compatriotes qui souhaitent émettre des avis ou soumettre des propositions et contre-propositions. La sagesse de Denis Sassou N'Guesso a aussi fait des merveilles dans la résolution des crises au-delà des frontières nationales. Ainsi ses paires africains ne se sont pas trompés en l'élevant deux fois à la tête de l'actuelle Union Africaine », indique la déclaration. Pour sa part argumentant le choix des membres de ce noyau

sur Denis Sassou N'Guesso, Christiane Cognard a souligné que ce dernier connaît les potentialités et les valeurs du peuple congolais. Il sait les mettre sur la balance au moment de peser le pour et le contre, de traiter avec des partenaires et associés. « Aucun investisseur n'aime les turbulences, Denis Sassou N'Guesso représente une garantie pour la paix. Ses interlocuteurs lui font confiance conformément au parcours de l'homme. Ces derniers savent aussi qu'il ne ménagera aucun effort pour garantir un climat de paix propice aux affaires », a-t-elle conclu.

Soulignons que ce noyau est composé d'une quarantaine d'associations et mutuelles basées dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou. Le clou de cette rencontre était la collecte des fonds par les participants qui ont pu atteindre un montant total de 3 millions 840 mille francs CFA, destiné à appuyer la candidature de Denis Sassou N'Guesso pour la présidentielle du 20 mars prochain.

Séverin Ibara

MVOU-MVOU

Les réalisations d'André Guy Edmond Louemba après cinq mois de sa prise de fonction

Intronisé en août dernier, André Guy Edmond Loemba, l'administrateur-maire de l'arrondissement 2 Mvou-Mvou à Pointe-Noire, annonçait son engagement à œuvrer dans l'assainissement de son arrondissement et le bien-être de ses concitoyens. À travers les actions, il s'évertue à cette tâche exaltante.

L'assainissement de Mvou-Mvou par le curage des cours d'eau, l'enlèvement des immondices qui jonchent les rues, la préservation des outils et instruments de salubrité (bacs à ordures par exemple) sans oublier le nettoyage des trottoirs, la lutte contre les actes d'incivisme et le vandalisme ainsi qu'autres lieux publics constituent ses préoccupations quotidiennes.



Le maire André Guy Edmond Loemba remettant des vivres à un habitant de Mvou-Mvou

Un pari qu'il tient à réussir avec l'apport de la population et des partenaires sociaux, culturels et autres. Ainsi, régulièrement, il entreprend des descentes sur le terrain (marchés domaniaux,

rues et avenues, écoles, etc.) appelant les populations à l'observation des notions élémentaires de salubrité et d'hygiène. L'aide multiforme aux populations vulnérables et démunies

(enfants et personnes du troisième âge notamment) fait aussi partie de ses priorités. Ainsi, lors des fêtes de fin d'année et de Nouvel An, il a offert des vivres à près de 400 personnes du 3^e âge de son arrondissement. La population a été ravie de l'élan de cœur du premier citoyen de Mvou Mvou.

C'est par décret présidentiel n° 2015-624 du 19 juin 2015 portant nomination des administrateurs maires, qu'André Guy Edmond Loemba a été porté à la tête de l'arrondissement 2 Mvou-Mvou qu'il connaît bien, pour avoir déjà occupé par le passé les fonctions de directeur de cabinet de Jean Christophe Tchicaya, l'ancien administrateur maire de 1998 à 2003. Enseignant de carrière et ancien conseiller municipal, il a occupé plusieurs postes de responsabi-

lité (permanent du conseil départemental et municipal de la ville de Pointe-Noire, président de la commission aménagement affaires domaniales et foncières, responsable de la commission déguerpissement du domaine public...). Il a aussi participé aux séminaires sur la gestion des villes francophones (2005 à Bruxelles en Belgique) et en gestion des collectivités locales (2010 à Lyon en France), avant de prendre les commandes, de 2012-2015, de l'arrondissement 3 Tié-Tié avant de prendre les rênes de Mvou-Mvou. Il a été distingué officier du mérite congolais, ambassadeur de la paix. Dernièrement, il a reçu un diplôme d'honneur pour ses efforts en faveur de l'émergence du pays.

Hervé Brice Mampouya

CAN 2017

Pierre Lechantre prêt à emmener le Congo au Gabon

Le nouvel entraîneur du onze national congolais vient de signer un contrat de plus deux ans ce 23 janvier 2016 à Brazzaville. Qualifier les Diables rouges à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2017 est pour lui la moindre des choses...

« (...) Il faut commencer par bien négocier le match contre la Zambie, en aller-retour », a indiqué le technicien français, Pierre Lechantre, successeur de Claude Le Roy son mentor, lors de la conférence de presse ayant suivi la signature du contrat. Rien ne se fera en claquant les doigts ou par coup de baguette magique. Il sera question de travailler. D'ailleurs, dès son retour en France ce lundi 25 janvier, le nouvel entraîneur des Diables rouges fera la ronde des clubs où évoluent les Congolais pour discuter, faire le point, converger les points de vue... Sans dévoiler de schémas tactiques qui constitueront le fondement de travail de technicien, Pierre Lechantre a insisté sur l'aspect défensif. « Il va falloir constituer une défense beaucoup plus hermétique parce que le football commence par ne pas prendre de but », a-t-il déclaré. Des propos qui tombent à pic et prouvent que l'entraîneur a déjà un œil sur l'équipe du Congo. La défense a en effet été pointée comme maillon faible de l'ensemble des compartiments. Les 4 buts encaissés en 25 minutes en quart de finales de la dernière CAN face à la RD Congo en témoignent. Les 13 buts encaissés lors des 15 matchs



Pierre Lechantre en compagnie du premier vice-président de la Fecofoot

précédents celui-ci, noircissent davantage le tableau défensif que Pierre Lechantre veut, à juste titre, rendre beaucoup plus solide.

En rappel, pour les éliminatoires de la CAN 2017, le Congo est logé dans le groupe E composé de : Kenya, Guinée Bissau et Zambie. Après le match nul d'un but partout en juin 2015 à Owando contre le Kenya, les Diables rouges avaient battu la Guinée Bissau 4-2. Le week-end du 23, 24, 25 mars de l'année en cours, le Congo fera le déplacement de Lusaka pour défier la Zambie. Le match retour se jouera trois jours après.

« Le Congo est en très bonne situation pour la qualification à la Coupe d'Afrique mais vous savez que le football n'est pas une science exacte, la qualification

d'une équipe peut aussi dépendre d'une balle qui tape sur le poteau et qui sort ou encore qui rentre », a nuancé Pierre Lechantre comme pour dire que rien n'est joué d'avance mais il faut y croire. Par ailleurs, « Le parcours des Diables rouges à la dernière CAN nous contraint de maintenir le cap. Le Gouvernement s'emploiera à créer toutes les conditions pour que le travail de l'entraîneur se fasse dans de très bonnes conditions, qu'il n'y ait pas de prétextes et que finalement les objectifs clairement édictés dans le contrat soient atteints », selon le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat. Le public sportif congolais retient son souffle et attend de voir...

Rominique Nerplat Makaya

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2016

Le PCT en conclave pour désigner son candidat

La quatrième réunion du comité national d'investiture qui s'est ouverte le 24 janvier à Brazzaville, décline ce lundi 25 janvier ses conclusions.

Il s'agit de désigner le candidat du Parti congolais du travail (PCT) à l'élection présidentielle du 20 mars prochain, avant la validation de la candidature par le comité central, conformément à l'article 70 des statuts du PCT qui stipule à son alinéa 2 que : « pour l'élection présidentielle, le choix du candidat doit être validé par le comité central ».

À l'ouverture des travaux, le secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo a rappelé aux membres du comité national d'investiture que face aux multiples déclarations de candidature, le Congo et même l'Afrique ont le regard tourné vers le PCT pour connaître son candidat.

« Il revient à nous, membres du comité national d'investiture, de donner la réponse à cette attente générale ; en choisissant le candidat de notre parti à l'élection présidentielle du 20 mars, avant la validation de cette candidature par le comité central du PCT », a-t-il expliqué.

Ainsi, le secrétaire général a exhorté les membres du comité national d'investiture à plus de responsabilité et de lucidité. « La circonstance est exceptionnelle et la responsabilité énorme. À nous de prouver, dans cet exercice captivant de démocratie interne, que nous sommes à la hauteur de l'exception. Alors avec lucidité et sérieux, dans la responsabilité et en toute camaraderie, travaillons en privilégiant notre parti, le Congo et la démocratie », a-t-il déclaré.

Rappelons que le comité national d'investiture a été créé lors du sixième congrès extraordinaire du PCT tenu en 2011.

Il a pour mission de choisir les candidats aux élections présidentielle, législatives, sénatoriales et locales.

Ce comité est composé de cent cinquante et un membres du bureau politique ; des douze présidents des fédérations ; du président de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation, ainsi que des deux premiers secrétaires des mouvements affiliés, à savoir la Force montante congolaise et l'Organisation des femmes du Congo.

Roger Ngombé

RÉFLEXION

L'exploitation de l'homme par l'homme, encore et toujours !

Le rapport que vient de publier Amnesty International sur les conditions dans lesquelles sont gérées les mines de cobalt en République démocratique du Congo démontre de façon accablante que l'exploitation de l'homme par l'homme, loin de cesser ou au moins de s'atténuer avec l'avènement du troisième millénaire comme on pouvait l'espérer, s'aggrave au fil du temps dans l'indifférence générale (1).

Cette exploitation est d'autant plus terrible que ni l'État, ni les administrations concernées, ni les entreprises industrielles lancées à corps perdu dans la course au profit, ni la communauté internationale, ni même les simples citoyens que nous sommes ne se préoccupent du sort des centaines de milliers d'enfants utilisés comme esclaves pour extraire du sol les matériaux rares nécessaires pour produire les batteries de lithium qui permettent à nos téléphones mobiles, à nos tablettes, à nos ordinateurs, à nos voitures aussi de fonctionner.

Ainsi, de la même façon que les sinistres « fonds voutours » de la finance internationale ruinaient hier les pays émergents, retardant d'autant leur accession au développement durable, de la même façon les compagnies industrielles qui tiennent le

haut du pavé comme Samsung, Apple, Sony, Daimler, Volkswagen et autres leaders des nouvelles technologies s'enrichissent sur la misère, quand ce n'est pas le martyre, des populations jeunes de cette partie du monde.

À travers le rapport sans concession d'Amnesty International l'on découvre – ou plutôt l'on redécouvre – que ce sont bien les enfants, filles et garçons, qui sont les premières victimes de la mise en valeur des gisements de matériaux rares. Et ce terrible constat nous ramène près de deux siècles en arrière lorsqu'en Europe, aux Etats-Unis, en Russie le servage, érigé en loi implacable du plus fort, enrichissait les classes supérieures des pays riches tout en condamnant à mort leurs enfants avant même que ceux-ci ne parviennent à l'âge adulte.

Le plus terrible, dans cette affaire, est que la tragédie dénoncée par Amnesty International se déroule au vu et au su de tout le monde sans que personne ne bouge. Le rapport de cette organisation non gouvernementale n'est, en effet, pas le premier qui épingle le comportement des entreprises industrielles agissant à l'échelle planétaire dans le mépris le plus complet de la vie humaine. Il a été précédé de nombreuses enquêtes menées ces dernières années par différentes institutions,

mais dont aucune n'a débouché sur un changement des pratiques criminelles qu'elles mettaient en évidence. Preuve s'il en fallait une que le vingt-et-unième siècle dont nous vivons les premières décennies n'est pas plus humain que ceux qui l'ont précédé.

Croire qu'un tel système d'asservissement pourra indéfiniment se poursuivre sans provoquer un séisme social est une erreur grave. Tôt ou tard, comme cela s'est produit en Europe et en Russie avec les révolutions qui marquèrent les deux siècles précédents, avec l'avènement du marxisme puis du communisme, avec les terribles guerres qui opposèrent les grandes puissances de l'hémisphère nord des mouvements populaires se produiront que ni les Etats, ni la communauté internationale ne se montreront capables d'endiguer. Parce que les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, l'Histoire se répètera ici comme ailleurs.

Mieux vaudrait le comprendre avant qu'elle se mette à bégayer.

Amnesty International : « Le travail des enfants derrière la production de smartphones et de voitures électriques ». www.amnesty.org
Jean-Paul Pigasse